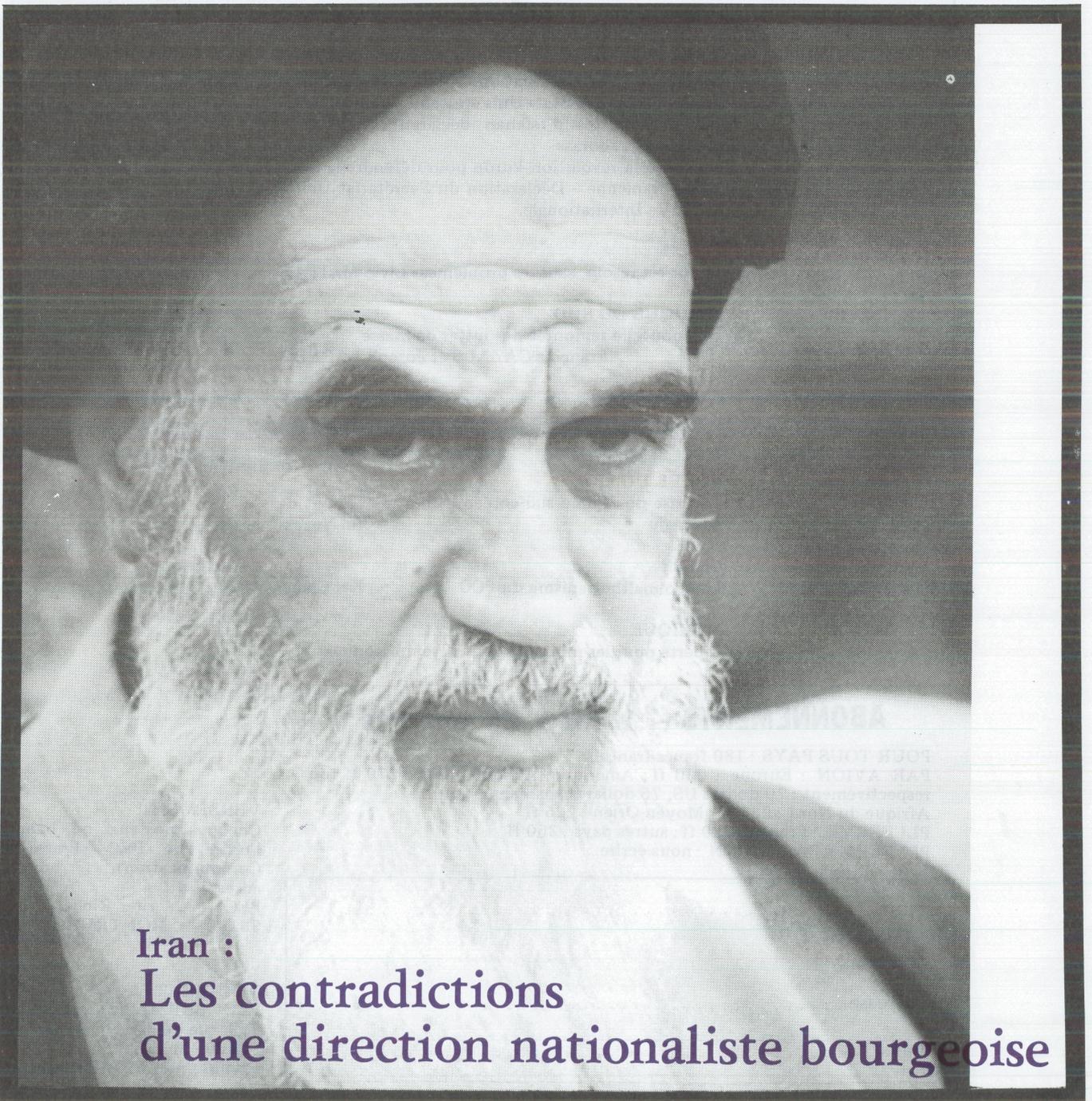




Bimensuel - Numéro 80 du 26 juin 1980 - 10 ff - 6 fs - 75 fb

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



Iran :  
Les contradictions  
d'une direction nationaliste bourgeoise



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

### SOMMAIRE

Numéro 80 du 26 juin 1980

Page 3	<b>IRAN</b> III. Les contradictions d'une direction nationale bourgeoise Michel ROVERE
Page 12	La Conférence internationale de Téhéran condamne le rôle des Etats-Unis en Iran Janice LYNN
Page 14	Les sidérurgistes d'Isfahan déclarent : «Tout le pouvoir aux shoras»
Page 15	Défendre la révolution kurde pour défendre la révolution iranienne - Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVE Internationale
Page 17	<b>ITALIE</b> «Tout est résolu, sauf les problèmes» Livio MAITAN
Page 20	<b>AFRIQUE DU SUD</b> Une nouvelle remontée des luttes de masse François CAZALS et Joseph LAREDO
Page 23	<b>ALGERIE</b> Contre la répression - Déclaration du Groupe Communiste Révolutionnaire
Page 25	<b>COREE DU SUD</b> La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju Jun Yazaki
Page 28	<b>CHINE</b> Le néo-malthusianisme du PCC Kai Chang
Page 32	<b>MEXIQUE</b> Liberté pour les militants du PRT emprisonnés

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVE Internationale.

### ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français  
 PAR AVION : Europe : 220 ff; Amérique, Afrique, Asie : 270 ff (ou respectivement : 70 dollars US, 75 dollars canadiens)  
 Afrique du Nord : 225 ff ; Moyen-Orient : 225 ff  
 PLI FERME : France : 300 ff; autres pays : 350 ff  
 PLI FERME PAR AVION : nous écrire

VERSEMENT :  
 Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)  
 adressés à :  
 PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL - France

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Pays .....

ou  
 VIREMENT à :  
 PEC - BNP Agence Robespierre  
 153, rue de Paris  
 93100 - MONTREUIL  
 Compte no : 230 179/90

## III. Les contradictions d'une direction nationaliste bourgeoise

**A**VEC cet article s'achève la série entamée dans *Inprecor*, numéro 78, sur la situation en Iran, quinze mois après l'insurrection qui mit à bas la monarchie Pahlevi.

L'assaut lancé contre les universités et le début de la seconde offensive militaire contre la résistance kurde, le développement de la crise sociale qui continue d'ali-

menter le mouvement en avant de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et des nationalités opprimées ont été précédemment abordés (cf. *Inprecor*, numéros 78 et 79). Ce dernier article traite plus particulièrement de la méthode selon laquelle les marxistes révolutionnaires abordent et jugent cette direction nationaliste révolutionnaire et les principales tâches qui découlent de la situation.

Michel ROVERE

*«Le renversement du régime du chah a enclenché un processus de révolution permanente en Iran : il a ouvert la voie à la troisième révolution iranienne»*, expliquait il y a un an la résolution adoptée par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Depuis quinze mois, il n'y a eu, en Iran, ni reflux, ni stabilisation, mais au contraire un approfondissement de la radicalisation du mouvement de masse, des ouvriers, des paysans, des minorités nationales (Voir *Inprecor* numéro 79). Pourtant, l'observation immédiate de la situation et des événements en Iran fait surgir une série de questions qui tournent autour de la politique menée par la direction nationaliste bourgeoise de Khomeiny-Bani Sadr.

1 - Il y a une radicalisation du mouvement de masse. Les ouvriers s'organisent en shoras, entament des expériences de contrôle ouvrier. Les paysans commencent à occuper de plus en plus massivement les terres. Les nationalités opprimées se mettent en mouvement les unes après les autres et luttent de façon de plus en plus résolue pour leurs droits. Enfin, les masses iraniennes avancent des revendications toujours plus radicales contre l'impérialisme.

Or, face à ces processus pourquoi n'a-t-on pas assisté au cours de l'année dernière à un glissement régulier, linéaire à droite de la direction Khomeiny, mais à des oscillations, à un mouvement pendulaire qui a fait alterner les «tournants droitiers» de répression intérieure avec des périodes de confrontation avec l'impérialisme ?

2 - Pourquoi ce mouvement pendulaire a-t-il pris précisément la forme d'une alternance entre des offensives contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays contre la gauche, le

mouvement ouvrier, les nationalités et d'autre part des mobilisations contre l'impérialisme ? Corollaire de la même question : pourquoi, au sein de cette direction nationaliste bourgeoise, les éléments comme le Parti républicain islamique (PRI), qui veulent mener jusqu'au bout l'écrasement de la résistance kurde, ou qui organisent le sac des universités, sont-ils ceux qui sont en même temps les moins décidés à passer un compromis avec l'impérialisme américain sur la libération des otages de l'ambassade américaine ?

3 - Que signifie la division de la direction Khomeiny entre secteurs «populistes-intégristes» (comme le PRI) et secteurs «libéraux» (Bazargan, Chariat Madari hier et Bani Sadr aujourd'hui) ? Est-ce que cette division recoupe une division entre une «aile droite» et une aile «gauche» ? Jusqu'où pourrait aller la radicalisation de l'aile supposée à gauche ?

Ce ne sont pas des questions de pure forme. Elles sont en fait au cœur des débats de tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire en Iran. C'est de la réponse apportée à ces questions qu'a découlé la tactique ou les tactiques successives des principaux groupes centristes et du parti stalinien. Il est inutile de dire aussi l'importance qu'elles revêtent pour définir l'intervention la plus efficace possible des militants trotskystes dans la révolution iranienne.

### UN MOUVEMENT PENDULAIRE

Il serait faux de croire que la question des oscillations, de ces tournants brusques dans la politique d'une direction nationaliste bourgeoise, plongée dans le creuset d'une crise révolutionnaire, est liée uniquement à la question du rapport de force socio-politique et militaire, à un mo-

ment donné, entre d'une part les classes dominantes iraniennes et d'autre part les classes exploitées et opprimées. Une telle simplification qui reviendrait à dire que Khomeiny a cautionné l'occupation de l'ambassade américaine uniquement parce qu'il venait de subir une défaite dans la première offensive militaire contre le Kurdistan, fournirait une explication un peu courte, incapable de rendre compte de ce que représente la spécificité de la révolution coloniale, entre autres de la différence de situation qui continue d'exister, au-delà des traits communs, entre une bourgeoisie semi-coloniale et une bourgeoisie impérialiste.

Trotsky et l'Opposition de gauche ont mené le combat que l'on sait contre la ligne de Staline et Boukharine en Chine qui prêtaient jusqu'au désastre de 1927 à la bourgeoisie chinoise et à sa direction, le Kuo Min Tang, des vertus révolutionnaires qu'elles n'avaient pas.

Mais Trotsky, avec la même ardeur, dénonça ensuite les nouvelles approximations péremptoires, en sens opposé, de Staline-Boukharine : *«Si, hier, la bourgeoisie chinoise était incorporée au front révolutionnaire unique, aujourd'hui on proclame qu'elle est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution»*. Il n'est pas difficile de voir à quel point ces enrôlements et ces transferts effectués de façon tout administrative, sans analyse marxiste quelque peu sérieuse, manquent de fondement.

*Il est absolument évident que la bourgeoisie rejoint le camp des révolutionnaires non par hasard, non par légèreté d'esprit, mais parce qu'elle subit la pression de ses intérêts de classe. Par crainte des masses, elle abandonne ensuite la révolution ou manifeste ouvertement contre elle une haine jusqu'alors dissimulée. Mais elle ne peut passer définitivement dans le camp de la contre-révolution, c'est-à-dire se libérer de toute nouvel-*

le obligation de «soutenir» la révolution ou tout au moins de flirter avec elle, que lorsque, par des méthodes révolutionnaires ou autres (celles de Bismarck, par exemple), elle réussit à satisfaire ses aspirations fondamentales de classe. Rappelons l'histoire des années 1848 et 1871. Rappelons que, si la bourgeoisie russe put tourner aussi résolument le dos à la Révolution de 1905, c'est parce qu'elle reçut d'elle la Douma d'Etat, c'est-à-dire le moyen d'agir directement sur la bureaucratie et de traiter avec elle. Mais, quand la guerre de 1914-1917 eut révélé que le régime «rénové» était incapable d'assurer la satisfaction des intérêts majeurs de la bourgeoisie, celle-ci se tourna de nouveau du côté de la révolution et son revirement fut plus brutal qu'en 1905.(...) Dire aujourd'hui aux communistes chinois : votre coalition avec la bourgeoisie fut juste de 1924 à la fin de 1927, mais maintenant elle ne vaut rien, parce que la bourgeoisie est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution, c'est préparer encore aux communistes chinois de nouvelles occasions de désarroi devant les futurs revirements objectifs et les zigzags à gauche que la bourgeoisie chinoise décrira inévitablement (1)».

Contrairement aux calomnies stalinienne déversées contre elle ou aux simplifications abusives des sectes, la théorie de la révolution permanente n'a jamais nié qu'il existait des conflits d'intérêts entre la bourgeoisie nationale d'un pays semi-colonial et l'impérialisme. Le nier serait s'interdire de comprendre de nombreux bouleversements qui se sont produits dans le monde colonial depuis un siècle, à commencer par la décolonisation. Ce que dit la théorie de la révolution permanente et ce qu'a vérifié toute la pratique depuis, c'est que dans le triangle des protagonistes, la bourgeoisie nationale d'un Etat semi-colonial ne se situe pas au milieu, sur la ligne médiane, mais plus près de l'impérialisme que du prolétariat.

La bourgeoisie nationale peut certes s'affronter avec l'impérialisme qui l'exproprie à son profit d'une fraction des richesses produites et la marginalise plus ou moins. Elle peut mettre à profit une révolution ou une lutte de libération nationale pour tenter d'obtenir une participation accrue dans le partage du gâteau. Mais elle partage avec l'impérialisme un intérêt qu'elle ne partage pas avec le prolétariat et les paysans pauvres de son propre pays : la défense de la propriété privée, de l'Etat bourgeois qui assure l'accumulation du capital, l'intégration au marché mondial capitaliste.

Une telle position a des conséquences immédiates pour l'intervention des marxistes révolutionnaires

de la IVe Internationale en Iran et dans le monde : nous ne parons pas la bourgeoisie nationale iranienne, la direction Khomeiny en particulier, de toutes les vertus révolutionnaires. Nous nous battons, en tout premier lieu face à elle pour la défense des droits et des revendications du mouvement ouvrier, du mouvement paysan et du mouvement des nationalités opprimées y compris lorsqu'ils s'opposent à cette direction. Mais nous refusons d'assimiler purement et simplement la bourgeoisie iranienne ou le régime issu du renversement du chah à une bourgeoisie impérialiste, à des régimes occidentaux.

Face à l'impérialisme, nous n'avons pas de position neutraliste. Nous continuons de faire cette différence essentielle que Lénine définissait au IIe Congrès de l'IC entre «nations oppresseuses» et «nations opprimées» (2). Nous dénonçons et nous luttons contre toutes les mesures d'isolement politique, de blocus économique, de chantage à la moindre intervention militaire dirigée contre la révolution iranienne alors même que le gouvernement iranien reste un gouvernement bourgeois. En Iran, en cas d'intervention militaire impérialiste ou de coup d'Etat militaire fomenté par les suppôts de l'ancien régime, la tâche de l'avant-garde marxiste révolutionnaire serait d'appeler les ouvriers, les paysans et les opprimés à prendre la défense du régime avec leurs méthodes d'action et d'organisation propres tant qu'ils ne seraient pas en mesure d'établir leur propre régime (3).

Une telle position politique n'implique en aucun cas, bien au contraire, que nous renoncions d'un pouce à nos convictions et à la défense pratique de notre programme, à savoir que ce gouvernement, parce qu'il reste bourgeois, est incapable d'accomplir ou même de commencer à apporter une solution face aux tâches, y compris aux tâches démocratiques bourgeoises, mises objectivement à l'ordre du jour par le développement du processus révolutionnaire. Nous ne cessons de lutter pour que soient créées les conditions objectives et subjectives afin que ce régime puisse être remplacé par un gouvernement ouvrier et paysan, un régime de dictature du prolétariat.

Cela implique qu'à aucun moment nous ne nous taisions ou nous ne mettions en sourdine notre programme et nos propositions d'action face aux menées contre-révolutionnaires que peuvent poursuivre la bourgeoisie iranienne et cette direction nationaliste.

Trotsky a résumé dans une formule succincte les différents paramètres qui permettent de saisir dans quel cadre et dans quelles limites se meut la bourgeoisie nationale d'un pays se-

mi-colonial : «La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble ou à une partie de celui-ci, enfin — et c'est là le principal, explique Trotsky — par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes (4)».

C'est l'échec de la Révolution blanche, l'impossibilité de l'industrialisation partielle, de sortir l'Iran du sous-développement et d'échapper à l'emprise impérialiste qui ont miné les assises du régime Pahlavi et qui restent la toile de fond, l'explication première de l'éclatement de la troisième révolution iranienne.

Au-delà des traits communs généraux qui relient la situation de l'économie et de la société iranienne à ses homologues du monde colonial et semi-colonial, des spécificités importantes demeurent qui marquent le cours des événements.

Il y a les modalités même de l'industrialisation fondée sur la construction de grandes et moyennes (en regard des caractéristiques du pays) unités de montage destinées au marché intérieur. Il y a le rôle politique et économique qu'a pu jouer l'Etat Pahlavi reconstruit sur la base d'une défaite imposée à certains secteurs de la bourgeoisie nationale (chute de Mossadegh) et qui est intervenu comme agent économique de première importance (Réforme agraire, politique douanière et surtout capitalisation de la rente pétrolière) au profit d'une mince fraction de la bourgeoisie iranienne associée au développement industriel moderne (les «45 familles»). Cela a entraîné une très forte polarisation, une très grande

1) Léon Trotsky «L'Internationale communiste après Lénine», PUF, Tome 2

2) Lénine : Rapport sur les thèses sur la question coloniale au 2<sup>e</sup> Congrès de l'IC.

3) Cf. Déclarations dans «Inprecor» numéros 77 et 80

4) Léon Trotsky : «L'Internationale communiste après Lénine»

coupure entre le secteur le plus moderne et le secteur le plus retardataire (le bazar et l'industrie manufacturière) de cette bourgeoisie. Le tableau I montre l'ampleur du fossé entre les entreprises.

Ce sont ces couches de la petite et moyenne industrie traditionnelle et du bazar qui ne bénéficiaient pas directement du pactole de la rente pétrolière, qui étaient évincées du pouvoir politique par la dictature Pahlavi et qui pourtant continuaient d'occuper une place décisive dans l'économie, vingt ans après le début de la Révolution blanche (ce qui marque toutes les limites de cette industrialisation). Ce sont donc ces couches qui ont servi de base économique et sociale au clergé chiite et au mouvement religieux dans sa lutte contre le régime.

Reconnaître cette polarisation marquée de la bourgeoisie iranienne n'implique absolument pas que les fractions de cette bourgeoisie retardataire soient indépendantes de l'impérialisme. D'abord parce que c'est toute l'économie iranienne et pas seulement le secteur industriel le plus moderne qui est dépendante parce qu'intégrée au marché mondial (voir par exemple le rôle décisif pour toute l'économie des rentrées de devises par l'exportation du pétrole et de la part croissante des importations alimentaires). 70 % de l'import-export non pétrolier sont toujours contrôlés par le bazar. Enfin même la petite industrie, en raison même du caractère distordu, non organique du développement du capitalisme en Iran, dépend du marché mondial pour l'importation des matières premières et des biens de production (que l'on songe qu'il n'y a pas en Iran une seule usine fabriquant des vis ou des boulons !).

Si ces secteurs n'ont pas moins de liens que les secteurs industriels modernes avec les économies impérialistes, les rapports ne sont pas les mêmes (ici des rapports essentiellement commerciaux, là des rapports d'association dans des *joint ventures* avec des firmes multinationales).

Les masses iraniennes ne se sont pas lancées à l'assaut de la dictature Pahlavi dans l'unique but de reconquérir les libertés politiques et civiles perdues, de renverser un régime haï, épaulé par l'impérialisme. Elles ont affronté, avec l'héroïsme de masse que l'on sait, la répression parce que l'un des enjeux décisifs de la révolution iranienne leur apparaissait la possibilité de changer leur vie, de satisfaire leurs aspirations légitimes.

Or c'est sur ce terrain de la satisfaction des revendications «intérieures», économiques, sociales et politiques que la bourgeoisie iranienne s'accroche le plus durement pour ne pas céder.

On l'a vu à propos de la question de la terre. Le blocage ou le dévoiement des plans de réforme agraire, même les plus réformistes, rendent compte, en dernière instance, de la nature sociale de cette bourgeoisie nationale, qui est liée aux propriétaires fonciers et aux paysans riches, par mille et un liens familiaux, commerciaux (cf. le rôle des bazaris et des acheteurs de récoltes dans le système d'usure) et spéculatifs (le placement dans la terre a toujours été en Iran, avec la spéculation immobilière, l'un des principaux débouchés à la suraccumulation du capital dans le secteur industriel).

On pourrait encore citer le blocage de toute véritable réforme urbaine, alors que tous les observateurs s'accordent à y voir une des clés pour résoudre la crise sociale, étant donné l'importance de l'exode rural (1,5 million l'année dernière) et le rôle moteur de la construction dans l'activité économique et la formation des emplois (675 000 emplois créés entre 1976 et 1978).

Au niveau industriel, face au relèvement important des bas salaires qui a été décrété, de larges fractions des petits et moyens employeurs continuent de refuser d'investir, quand ils ne lockoutent pas purement et simplement leurs entreprises en prétextant le manque de

matières premières ou la paralysie du système de crédits bancaires. Cette petite et moyenne bourgeoisie iranienne traditionnelle, qui, dans l'ensemble, avait appuyé le nouveau régime, a soutenu d'emblée «le mouvement anti-impérialiste». Les jours de grands rassemblements multitudinaires aux abords du «*Nid d'espions*», des commis des bazaris de Téhéran venaient y distribuer, gratuitement ou à vil prix, de la nourriture, des boissons et autres douceurs aux manifestants.

Car le nationalisme est étroitement chevillé au corps du Bazar. Il s'enracine, bien sûr, dans la persistance de modes de vie, de relations sociales et économiques qui ont été finalement peu affectés par le modernisme.

Ce nationalisme est avivé par le souvenir d'une dictature qui s'est installée sur le renversement de Mossadegh et qui a systématiquement exclu ces couches traditionnelles du pouvoir politique et même de la redistribution directe de la rente pétrolière. Au contraire, devant la crise économique, en particulier l'inflation, qui a marqué les dernières années de la dictature, le chah avait tenté de désigner le bazar comme principal bouc émissaire.

C'est pour cela que le bazar s'est lancé dans l'action contre le régime. C'est pour cela qu'il s'est également retrouvé derrière les dirigeants politiques de la République islamique pour dénoncer le «Grand Satan» américain et exiger l'extradition du souverain déchu.

Force est aussi de reconnaître les limites que cette bourgeoisie nationale iranienne et sa direction se sont imposées.

#### UNE RISPOSTE ECONOMIQUE DERISOIRE

Dès que la confrontation avec l'impérialisme, après l'occupation de l'ambassade, s'est située sur le terrain de la guerre économique et du blocus

TABLEAU I

Taille des entreprises industrielles	Nombre d'entreprises	Moyenne des salariés	Total des salariés	Pourcentage des d'emplois industriels
Moins de 10 salariés	869 000	2,0	1 800 000	81,5
Entre 10 et 49 salariés	6 431	25,0	161 000	7,3
Entre 50 et 99 salariés	520	68,0	35 000	1,5
Entre 100 et 499 salariés	355	190,0	67 000	3,0
500 salariés et plus	138	1 050,0	148	6,7
Total	876 444	2,5	2 211 000	100,0

Ce qui fait qu'au total les entreprises moyennes (entre 50 et 500 salariés) ne représentent que 4,5 % de l'emploi industriel. (Source : Saber Nickbin - «Iran, the Unfolding Revolution» p.13 - IMG pamphlet)

partiel, c'est Téhéran qui, faute de prendre de réelles mesures anti-impérialistes n'a jamais pu prendre l'initiative face à l'offensive de l'administration et des milieux d'affaires américains.

Carter a pris, le 12 novembre, la décision d'interrompre les livraisons de pétrole iranien aux Etats-Unis.

C'est le président des Etats-Unis qui a pris de vitesse les dirigeants de Téhéran deux jours plus tard, en gelant les avoirs iraniens placés dans les grandes institutions financières US, avoirs qui représentent un minimum de 5 à 7 milliards de dollars.

C'est l'administration américaine qui a pris l'initiative, au travers des grandes banques de Wall Street, de faire rompre la plupart des lignes de crédits à moyen et à court terme sur lesquels reposaient jusqu'alors les échanges commerciaux entre la bourgeoisie iranienne et ses partenaires occidentaux. (Ainsi sur la place de Londres, le «Département pour la garantie des crédits d'exportation» a cessé de couvrir les opérations à destination de l'Iran qui ne peuvent donc plus avoir lieu qu'en ayant recours au paiement cash ou à des lettres de crédits certifiées).

Face à ces mesures et au blocus économique touchant certains produits stratégiques pour l'Iran (en particulier, les pièces et les dispositifs pour l'industrie pétrolière), la riposte est restée dérisoire, faute d'un plan radical de mesures anti-impérialistes.

En juin et juillet 1979, le gouvernement Bazargan s'était vu contraint, pour prévenir un effondrement de toute l'économie, de nationaliser le secteur bancaire et les compagnies d'assurances, puis, dans la foulée, 75 pour cent des secteurs industriels modernes menacés de mise en faillite et de fermeture.

Mais ces nationalisations n'ont pas porté un coup très sévère aux intérêts impérialistes. Et malgré la revendication des masses iraniennes, formulée à plusieurs reprises, de nationalisation sans indemnité de tout le capital étranger, aucune en ce sens n'est intervenue.

On pourrait citer aussi le projet avorté de nationalisation du commerce extérieur. Au plus fort des menaces de blocus économique, en janvier dernier, Bani Sadr, alors ministre des Finances, annonça la nationalisation du commerce extérieur. Une semaine plus tard, au sortir d'une séance-marathon du Conseil de la révolution islamique, le ministre du Commerce annonçait que seuls... les entrepôts étaient nationalisés...

Sans même parler de nationalisation du commerce extérieur, le gouvernement avait décidé de continger l'importation de certains produits «de luxe», en particulier les automobiles. Or, sous l'effet conjugué de la baisse de la production en Iran et devant le développement d'un marché noir florissant des voitures d'occasion et des pièces détachées, le gouvernement iranien a décidé de laisser réimporter des contingents de voitures plutôt que de s'en prendre aux racines du mal, que ce soit en terme de plan de reconversion industrielle ou de lutte contre le marché noir (5).

Enfin, il y a toute la série d'appels du pied (suivis d'effets) en direction des impérialismes européens et japonais.

Depuis quelques semaines, le ton des rubriques financières des journaux et revues spécialisées sur le Moyen-Orient est revenu à l'optimisme mesuré. Cet optimisme se fonde sur une double réalité.

La révolution iranienne a affecté le volume des échanges commerciaux, mais pas leur structure.

On voit au contraire s'accélérer un mouvement qui avait déjà commencé depuis plusieurs années et dans lequel le capital européen et japonais se taille une part de plus en plus importante au détriment du concurrent américain.

Les deux tableaux suivants montrent à la fois la réduction du volume et l'absence de modification de la structure des importations iraniennes.

En fait, l'on assiste, au cours des derniers mois, à une reprise des échanges commerciaux entre l'Iran et ses partenaires occidentaux, européens du moins.

5) Un accord vient d'être passé entre l'Iran et la Roumanie pour la reconversion d'une seule des sept chaînes de montage automobile, «General Motors». Mais l'accord ne prévoit la sortie d'un véhicule utilitaire que dans... 6 ans.

POURCENTAGE DES IMPORTATIONS EN IRAN			
Provenance	1978	1979	
		(les 3 premiers trimestres)	
Etats-Unis	24,0	22,6	
Japon	17,4	13,2	
RFA	21,0	23,9	
Grande-Bretagne	9,3	8,6	
France	5,7	8,6	
Italie	6,9	6,4	

Source : Ministère du Commerce iranien.

COMMERCE EXTERIEUR IRANIEN (1)				
Pays fournisseurs	1977 1978 1979			1979/1978 (en %)
	(en milliards de FF)			
Etats-Unis	11,7	15,8	4,2	- 72,3
RFA (2)	13,3	15,5	3,9	- 66,0
Japon	8,2	11,5	3,8	- 65,7
Grande-Bretagne	5,6	6,7	2,0	- 69,0
France	3,3	3,9	1,8	- 55,0
URSS	2,7	2,8	0,6	- 72,5
Pays clients				
Etats-Unis	12,0	12,3	11,5	- 3,3
RFA (2)	9,0	9,6	6,7	- 11,2
Japon	18,2	18,2	17,7	plus 0,6
Grande-Bretagne	6,7	4,8	2,1	- 54,5
France	5,2	5,4	4,3	- 19,0
URSS	1,8	1,5	0,6	- 52,0

Source : Conseiller commercial de France en Iran, reproduit in *L'Expansion* du 4 au 17 avril 1980.

(1) Le pourcentage de variation des importations iraniennes est calculé dans la monnaie du pays considéré.  
(2) 9 mois.

En 1978, les exportations à destination de l'Iran des pays membres de l'OCDE représentaient une moyenne de 1,3 milliard de dollars par mois. Au cours des trois premiers mois de l'année 1979, ils atteignent à peine le quart de ce chiffre. Mais ils ont augmenté depuis pour atteindre une moyenne de 600 millions de dollars au cours des trois derniers mois de l'année 1979 et cette reprise ne s'est pas interrompue depuis lors (6).

Pays par pays, cette reprise s'est également confirmée.

Pour toute l'année 1979, les exportations japonaises vers l'Iran ont atteint 925 millions de dollars contre 2,7 milliards l'année précédente. Mais au seul mois de mars 1980, l'Iran a importé pour 238 millions de dollars de marchandises japonaises. Les Japonais ont repris la finition du gigantesque complexe pétro-chimique de Bandar-Khomeiny, construit en «joint-venture», par le trust *Mitsui* et par une filiale de la *NIOC*, pour un investissement de 3,2 milliards de dollars.

Les exportations de la CEE représentent 500 millions de livres par mois et, en Grande-Bretagne, l'entreprise *Talbot*, qui représente à elle seule 10 pour cent des exportations anglaises à destination de l'Iran, devrait fournir, en 1980, pour 150 millions de livres de pièces détachées destinées au montage de la voiture populaire *Peykan*, contre 20 millions en 1979 (7) !

On comprend le triste constat fait, il y a trois semaines, par le président de la République Bani Sadr, lorsqu'il a annoncé qu'au bout de quinze mois de «révolution islamique», l'Iran n'avait guère modifié sa dépendance économique à l'égard de l'Occident. On mesure là toutes les limites d'un «mouvement anti-impérialiste», qui en ressoudant pour un temps de larges fractions de la population autour de la direction nationaliste bourgeoise, n'est pas parvenu pour autant à résoudre de façon durable la crise au sein du mouvement khomeiniste.

#### FORCES ET FAIBLESSES DU PRI

Le Parti de la République islamique (PRI) apparaît aujourd'hui comme la force la plus structurée, la plus dynamique, la plus offensive au sein de cette constellation de groupes, d'organisations, de réseaux et de cliques qui constituent le mouvement khomeiniste. Alors que son candidat avait subi une défaite misérable face à Bani Sadr, lors des élections présidentielles, le PRI a conquis la majorité des sièges au nouveau *Majless*, le Parlement iranien. Au

Conseil de la révolution islamique, le secrétaire général du PRI, l'ayatollah Behehti semble disposer d'une majorité suffisante pour pouvoir contrecarrer efficacement les initiatives du président de la République. On l'a vu sur la nomination du futur Premier ministre, ou auparavant à propos des diverses tentatives qui ont été faites avec l'aval de Bani Sadr ou du ministre des Affaires étrangères Ghotbzadeh pour tenter de faire libérer les otages de l'ambassade.

Le PRI, qui s'appuie sur de larges secteurs de la hiérarchie chiite et dispose par conséquent de l'essentiel du réseau organisationnel des mosquées, exerce une influence hégémonique dans le corps des *Pasdars*, les gardiens de la révolution, au point de faire démissionner leur chef, Abou Charif, désigné par Bani Sadr.

Ils disposent de puissants relais dans l'appareil d'Etat : les tribunaux islamiques, la Fondation des Mostazzafin ou la Croisade pour la reconstruction.

Il s'appuie, notamment dans les campagnes et dans les principales villes du pays, sur le réseau des comités Khomeiny et sur les représentants de l'Imam, ces religieux qui, comme l'ayatollah Madani à Tabriz, doublent de fait les autorités civiles régulières.

Ils disposent de solides points d'ancrage dans la presse, la radio et la télévision.

Le PRI, à côté des aventuriers, des profiteurs et des chevaliers d'industrie que ce genre de formation, dans toute révolution, attire inmanquablement, puise sa force dans le soutien politique et matériel de larges fractions de la petite et moyenne bourgeoisie traditionnelle. Les dirigeants religieux qui sont à sa tête incarnent, aux yeux notamment de secteurs «déclassés» de la population et de larges franges des masses plébéiennes, le prestige acquis par Khomeiny pour sa lutte intransigeante contre la dictature.

Le discours politique des dirigeants du PRI mêle à l'intégrisme religieux le plus strict et à la dévotion officielle envers le «Guide de la Nation», l'Imam, une phraséologie nationaliste et populiste. Ils promettent de mener jusqu'au bout la lutte contre le «Grand Satan» impérialiste et annonce ces lendemains qui chantent d'une société islamique, égalitaire, sans classe, «*towhidi*»; ils s'efforcent ainsi de répondre à leur façon aux aspirations sociales de ces couches plébéiennes qui viennent pour la première fois à l'activité politique et pour lesquelles l'islam forme l'essentiel de leur «vision du monde».

Pour compléter cette description du dispositif du PRI, il convient d'ajouter les puissants réseaux clientéaires constitués autour des services d'œuvres sociales des mosquées ou de la fondation des Mostazzafin. Ils servent à s'attacher, en échange d'un petit emploi ou d'une aide sociale, la fidélité de ces déclassés. Le recrutement par les fractions les plus intégristes du PRI, des bandes «*d'hezbollahs*» qui vont agresser les manifestations de l'opposition de gauche, repose sur ce type de clientélisme.

Pourtant, derrière cette apparence de force, résident quelques faiblesses importantes :

Si le PRI ou les autres partis religieux qui gravitent autour de lui, sont bien implantés dans certains centres des provinces persanes, notamment les villes les plus religieuses (Qom, Machad, Dezful, Ispahan, Chiraz), son poids est beaucoup plus faible dans les zones périphériques, en premier lieu dans les zones des nationalités opprimées.

Dans les campagnes, les mollahs ont joué un rôle décisif pour rallier au nouveau régime dans les mois qui ont suivi le renversement du chah, la masse de cette petite paysannerie parcellaire qui, malgré sa misère, devait l'essentiel de sa terre à la Révolution blanche. Mais de nouveaux antagonismes surgissent, à mesure que le PRI s'identifie de plus en plus aux nouveaux notables, voire aux anciens, qui ont pris en main la plupart des comités chargés de gérer les villages et apparaît comme la principale force politique opposée à la révolution agraire.

Enfin, si le PRI, et davantage que lui, la hiérarchie chiite derrière Khomeiny, exercent toujours une influence importante sur de larges fractions de la classe ouvrière, si même ici et là, ce sont des militants ouvriers, membres du PRI, qui animent ou contrôlent tel ou tel shora islamique, le PRI n'est pas parvenu à se doter d'un réel prolongement organisationnel de masse dans la classe ouvrière. Au contraire, une série de batailles victorieuses ont eu lieu et continuent de se dérouler pour arracher aux secteurs khomeinistes un contrôle trop étroit sur les shoras, par exemple, pour que les directions de ces shoras soient élues et non plus «*proposées-imposées*» par un religieux sur le critère de la fidélité au régime.

L'autre faiblesse essentielle du PRI, et derrière lui de toute la direction khomeiniste, se situe exacte-

6) «Financial Times»

7) Sources : «Middle East», «8 Days», «Financial Times», «Guardian»

ment à l'autre bout de l'échelle, dans sa capacité relativement faible de contrôler et de pouvoir utiliser à plein l'énorme machine bureaucratique, économique et militaire de l'Etat Pahlavi.

Depuis le début de la crise révolutionnaire en Iran, les observateurs ont souligné comment il y avait au sein du mouvement khomeiniste, au sein de cette direction nationaliste bourgeoise, deux grandes options qui divergeaient sur les moyens de contenir, puis de refouler le mouvement révolutionnaire des masses.

Une option «populiste-intégriste», qui mise essentiellement, pour affronter la radicalisation du processus, sur sa capacité d'influencer, de structurer et d'organiser certains secteurs des masses plébéiennes, pour en faire une force de frappe contre le mouvement des ouvriers, des paysans et des nationalités.

De l'autre côté, il y a le secteur qualifié de «libéral» dans la presse iranienne qui, de Bazargan à Bani Sadr aujourd'hui en passant par Chariat Madari, mise avant tout sur la reconstruction d'un Etat de droit autour de la machine bureaucratique et militaire héritée de l'ancien régime.

La faiblesse évidente de cette aile «libérale» et les avatars qu'elle a subis depuis un an et demi sont à mettre au compte du poids de l'histoire récente et ancienne: les formations politiques de la bourgeoisie iranienne se sont profondément déconsidérées avec la faillite sans gloire et sans combat du régime Mossadegh. 25 ans de dictature et de terreur policière contre toute opposition les ont réduit à l'état de groupuscules ou de petits cénacles d'exilés de l'intérieur et de l'extérieur.

Enfin est venu s'ajouter le discredit des diverses tentatives faites par ces secteurs entre 1977 et octobre 1978 pour parvenir à un compromis avec le régime sur la «constitutionnalisation» de la monarchie.

Ils ont subi face au courant incarné par le PRI une série de rebuffades et de défaites partielles dont les plus connues sont: la mise au pas en août dernier de la presse bourgeoise dite d'opposition, l'interdiction puis la mise hors-la-loi du Front national démocratique et de son leader, le Dr Matine Daffary; il y eut ensuite l'épisode des poursuites engagées contre le PDG de la NIOC, Hassan Nazih, proche de Mehdi Bazargan. Puis ce fut le tour de Bazargan, remercié au début du mois de novembre avec son gouvernement par le Conseil de la Révolution, pour avoir rendu une visite à l'envoyé de Carter à Alger. Il y eut ensuite en décembre l'épreuve de

force avec l'ayatollah Chariat Madari qui déboucha, après les affrontements de Tabriz, sur son effacement et la dissolution de fait de son parti, le Parti républicain du peuple musulman. Il faudrait ajouter aujourd'hui l'usure manifeste du nouveau président de la République et la paralysie partielle de son action.

Pourtant, on peut s'étonner à bon droit, au regard du seul critère des rapports de forces entre les courants «populistes-intégristes» et les courants «libéraux» que ceux-ci n'aient pas été évincés plus vite et plus totalement du pouvoir.

Certes, Khomeiny lui-même a joué un certain jeu de bascule, présentant un jour Bani Sadr comme son dauphin, pour appeler aux élections législatives suivantes à voter massivement pour les candidats du PRI. Mais le jeu de bascule correspond moins au machiavellisme d'un dirigeant décidé à diviser pour régner qu'à une contradiction réelle à laquelle est confrontée toute la direction khomeiniste.

Comment plier et utiliser à ses fins, pour contenir la poussée révolutionnaire et stabiliser la situation, un appareil d'Etat qui lui reste franchement hostile ?

#### LE POIDS DE L'ETAT PAHLAVI

Le problème n'est pas mineur quand on sait le poids de cet Etat: plus de 1,7 million de salariés en 1978. Et, depuis la nationalisation des banques et d'une grande partie de l'industrie iranienne, il faut rajouter plusieurs dizaines de milliers de nouveaux fonctionnaires (les salariés des entreprises nationalisées ayant été assimilés en janvier 80 au statut de la fonction publique).

Cette année, 90 pour cent des dépenses courantes du budget de l'Etat seront consacrés à payer les salaires des fonctionnaires, des militaires et des salariés du secteur nationalisé ! Cela représentera une somme de 10 milliards de livres, soit près du double de ce que touchera l'Iran de ses exportations pétrolières si elles se maintiennent au niveau des cinq premiers mois (8).

Comme dans le reste du monde semi-colonial, la toute-puissance acquise par l'Etat sous la monarchie Pahlavi est le reflet de la faiblesse intrinsèque de la bourgeoisie iranienne.

C'est l'Etat iranien qui a joué un tout premier rôle depuis des décennies pour renforcer la bourgeoisie, qui a contribué directement à l'industrialisation partielle du pays et même à la constitution de ces 45 familles de grands industriels liés à l'ancien régime.

L'Etat est intervenu dans la vie économique d'abord en facilitant l'accumulation primitive du capital par la capitalisation de la rente pétrolière. Ensuite la Révolution blanche et la réforme agraire ont continué de stimuler cette accumulation (élargissement du marché intérieur, constitution d'une importante armée de réserve industrielle qui allait peser sur le niveau des salaires), tandis que l'atomisation politique et sociale de la classe ouvrière par la répression policière facilitait le maintien à un haut niveau du taux de plus-value. Mais l'Etat iranien a contribué directement aux investissements. Les dépenses d'investissements de l'Etat iranien ont cru de 48 pour cent par an dans la période 1972-1976 et représentaient entre 50 et 60 pour cent des investissements totaux. Encore faut-il souligner que les investissements privés dépendaient eux aussi en grande partie de l'Etat (subventions, prêts industriels à faible taux d'intérêt, dégrèvements fiscaux, etc.) (9).

Sur le plan politique, la force de l'Etat Pahlavi représentait aussi la faiblesse de la bourgeoisie iranienne, sa faillite dans la réalisation des tâches historiques qui lui incombaient. Le coup d'Etat de 1921, organisé par l'impérialisme britannique au profit du père de l'ex-chah actuel, visait à garantir ses propres intérêts et à établir un rempart efficace face à la victoire de la révolution bolchévique en URSS. Mais en Iran même, ce coup, puis l'instauration de la dynastie Pahlavi, sanctionnaient l'incapacité de la bourgeoisie iranienne de mener à bien la révolution constitutionnelle débutée en 1905 contre l'autocratie de la dynastie Qadjar et la mainmise des puissances coloniales anglaises et tsaristes sur les affaires économiques et politiques du pays.

Avec la Seconde Guerre mondiale, c'est l'impérialisme américain qui prit le relais de son compère britannique dans la reconstruction de cet Etat secoué par l'abdication de Reza Chah puis l'occupation de l'Iran par les troupes alliées. L'écrasement des républiques autonomes d'Azerbaïdjan et du Kurdistan, la répression des grèves ouvrières, la mise hors-la-loi du mouvement ouvrier, puis le renversement par le coup d'Etat militaire d'août 1953 du gouvernement nationaliste modéré de Mossadegh allaient constituer les points marquants du processus qui a débouché sur la mise en place de la dictature et du système Chahin-chahi.

8) «Financial Times»

9) Behrany : «Iran, le maillon faible», Maspéro, Paris 1969

L'actuelle crise révolutionnaire a également touché les institutions de l'Etat iranien. Certaines catégories de fonctionnaires dans les ministères et les salariés du secteur nationalisé (*Iranair*, pétrole et sidérurgie) ont été à la pointe des grèves qui ont mis à bas le régime.

A l'autre extrémité ce sont l'armée et la *Savak* qui sont restées les derniers ramparts protégeant le trône du Paon contre l'assaut des masses. La direction Khomeiny s'est employée à préserver, durant l'insurrection de février et les semaines qui ont suivi, tout ce qu'elle pouvait de cet appareil d'Etat. L'épuration n'a concerné que quelques cercles bien délimités du haut état-major, de la police, des tortionnaires les plus en vue ou de certaines directions de départements ministériels. L'hostilité ou l'attentisme à l'égard des dirigeants de la République islamique règne dans les administrations, les ministères et bien sûr l'armée et la police. Le plus souvent, ces attitudes se fondent sur la nostalgie de l'ancien régime, notamment au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie.

Mais, même parmi ces secteurs qui ont participé à la lutte contre le chah, la défiance et le mécontentement règnent souvent à l'égard de cette direction nationaliste qui semble peu à même de diriger le pays et surtout de concrétiser les espérances qui se sont portées sur elle. A cet égard, les atteintes qui continuent d'être portées aux libertés démocratiques, la campagne sur l'ordre moral et la dénonciation indistincte qui est faite des effets de l'occidentalisation sur le mode de vie sont particulièrement ressenties en même temps que les contradictions ou les autres lacunes de la politique du régime.

En mettant l'accent sur la nécessité de préserver cet outil qu'est l'Etat Palhavi, en apparaissant comme les partisans de la modération, du bon sens et du réalisme dans les choix économiques, de politique intérieure et extérieure, en se faisant également les chantres d'un certain nombre de libertés formelles, des hommes comme Bazargan ou Bani Sadr caressent dans le sens du poil les aspirations formulées ou non de ces secteurs et en ont davantage l'oreille que les tenants d'une ligne «populiste-intégriste».

Peut-on conclure de cette situation que les «libéraux» sont plus à droite que les activistes du PRI ? C'est la position que suit sans désespérer, depuis quinze mois, le parti stalinien Tudeh qui soutient de façon totalement acritique la hiérarchie chiite et la direction du PRI, en réservant ses pointes et ses atta-

ques aux représentants de la «bourgeoisie libérale» accusés de faire le jeu de l'impérialisme. C'est au nom du même choix entre le blanc et le noir que des organisations comme les *Fedayins* ou les *Moudjahidins* avaient soutenu au moment des événements de Tabriz les partisans de Khomeiny contre le mouvement national azari qui s'était regroupé derrière la figure «libérale», «pro-occidentale» de l'ayatollah Chariat Madari. Mais par ailleurs les mêmes formations, *Fedayins* et *Moudjahidins* ont fait bloc l'année dernière avec Bazargan, puis avec l'ayatollah Taleghani, puis avec le Front national démocratique de Mattine Daffтары comme elles le font aujourd'hui avec Bani Sadr, en présentant ces «libéraux» comme des alliés naturels face aux attaques qu'elles subissent des secteurs «populistes-intégristes». Ces volte-face menées au nom du «réalisme» et de la théorie de l'ennemi principal ne sont pas pour peu de choses dans la confusion politique régnant dans le mouvement de masse et dans la difficulté qui en résulte pour l'émergence d'une alternative révolutionnaire.

En fait le point de départ de toute analyse doit être le constat, que face aux grandes échéances des luttes de classe en Iran, les différents secteurs de cette direction nationaliste bourgeoise ont fait les mêmes choix fondamentaux : qu'il s'agisse d'écraser la résistance kurde en août puis en avril, lorsqu'ils s'opposent aux occupations sauvages des terres et des usines, lorsqu'ils s'emploient chacun, avec des procédés différents, à reconstruire le même Etat bourgeois. Même à l'aune de l'anti-impérialisme on aura du mal à distinguer vraiment les «conciliateurs» des «radicaux»: le PRI s'est le plus fermement opposé à la libération des otages américains. Il est partisan de les juger et donc de hausser d'un cran la confrontation avec Washington. Mais sur le terrain des mesures économiques, ce sont les dirigeants du PRI au sein du Conseil de la révolution islamique qui se sont opposés à la nationalisation du commerce extérieur proposée par Bani Sadr.

#### QUELLE ATTITUDE ENVERS LE MOUVEMENT KHOMEINISTE ?

Pour justifier leur politique opportuniste de suivisme envers la direction nationaliste bourgeoise de Khomeiny et consorts, le Parti Tudeh iranien développe une double argumentation.

La première, tout à fait classique, est l'application à l'Iran de la théorie stalinienne de la révolution par étape et du bloc des quatre classes. Les stalinienens iraniens expli-

quent que l'axe essentiel de la lutte pour toute cette étape reste la liquidation des séquelles de la dictature et la rupture de tous les liens avec l'impérialisme américain; ils prônent pour ce faire la constitution, par toutes les forces cléricales et laïques «d'un vaste front populaire et anti-impérialiste».

Mais pour justifier cette politique de subordination du prolétariat iranien et des couches opprimées au profit de la bourgeoisie iranienne, les stalinienens avancent un autre argument, à savoir que la direction khomeiniste elle-même exerce une influence très importante, sinon hégémonique sur ces couches, qu'en quelque sorte, la base «populaire», «ouvrière et paysanne» du mouvement khomeiniste constitue une garantie supplémentaire du bien-fondé de ces alliances. C'est la même perception qui amène, à des degrés divers, des organisations comme les *Moudjahidin* à apporter une sorte d'appui politique critique à la direction Khomeiny-Bani Sadr ou à telle ou telle de ses composantes.

Cette question est une question importante, décisive sans aucun doute pour l'avenir de la Révolution iranienne.

Personne ne peut envisager une future transcroissance socialiste de la révolution en Iran qui se ferait sans ou à plus forte raison contre les millions d'ouvriers, de paysans, d'éléments plébéiens qui continuent aujourd'hui de suivre cette direction et de lui faire confiance.

Or, force est de reconnaître que la position des organisations comme le Tudeh, les *Moudjahidin* est exactement l'inverse de la politique à suivre pour parvenir à ces fins, puisqu'elle combine une politique de sectarisme et de division au niveau des organisations de masses (en premier lieu, les shoras), à une politique suiviste envers tel ou tel secteur du mouvement khomeiniste.

En dépit du poids prépondérant du PRI, il n'existe pas de parti khomeiniste unique structuré et centralisé, analogue à ce que fut le Kuo Min Tang pour la bourgeoisie nationaliste chinoise.

Mais le choix par un certain nombre de groupes politiques organisés (qui vont du simple club au parti) d'appuyer ou de ne pas remettre en cause les grandes options stratégiques sur le plan politique et social, les institutions et les dirigeants de la République islamique délimitent le contour du mouvement khomeiniste. Un mouvement évidemment différencié puisqu'on y trouve aussi bien les activistes intégristes du PRI que le groupe des étudiants

de l'ambassade «qui suivent la ligne de l'Imam». Un mouvement où l'on peut même penser que les différenciations vont aller croissant, non tant peut-être entre les différents secteurs qu'entre la base et les directions de ces groupes.

Mais ce serait une erreur criminelle d'aborder ces groupes politiques uniquement du point de vue de leur base sociale, en considérant que la nature du sommet de ce mouvement, la direction khomeiniste, ne serait qu'un élément de seconde importance, vite relativisée par la dynamique même des affrontements de classe et de la radicalisation politique.

Trotsky a longuement polémique contre une telle approche qui fut celle de Staline-Boukharine à propos précisément du Kuo Min Tang : «(...) *Les sommets du Kuo Min Tang dont Boukharine parle avec ironie, comme d'une chose secondaire, surajoutée, éphémère, sont en réalité l'âme du Kuo Min Tang, son essence sociale. Certes, la bourgeoisie n'est dans le parti qu'un 'sommets', comme elle l'est aussi dans la société. Mais ce sommet est puissant par son capital, ses connaissances, ses relations, la possibilité qu'il a toujours de s'appuyer sur les impérialistes, et surtout par son pouvoir de fait dans l'Etat et dans l'armée, dont les cadres les plus élevés se confondent intimement avec la direction du Kuo Min Tang lui-même. C'est précisément ce 'sommets' qui rédigea les lois contre les grèves, qui étouffa les mouvements paysans, qui refoula les communistes dans l'ombre en leur permettant, tout au plus, de ne constituer que le tiers du parti et en leur faisant jurer de placer le sunyat-sénisme petit bourgeois au-dessus du marxisme, (...) Considérer le Kuo Min Tang non pas comme un 'parti bourgeois mais comme une arène neutre dans laquelle on lutte pour avoir avec soi les masses', mettre en avant, comme un atout, les 9/10 constitués par la base de gauche pour masquer la question de savoir qui est le maître dans la maison, cela signifiait consolider la puissance et le pouvoir du 'sommets'; c'était l'aider à transformer des masses de plus en plus nombreuses en 'cheptel' et préparer dans les conditions les plus favorables pour ce sommet le coup d'Etat de Shanghai... (10)»*

#### POUR QUI ROULENT LES ETUDIANTS DE L'AMBASSADE ?

Les dernières semaines ont montré à plusieurs reprises comment des différenciations politiques intervenaient au sein de ce mouvement khomeiniste.

Ainsi, lors du sac des universités au nom de la Révolution culturelle islamique: l'assassinat par les *hezbollahs* et dans certains cas par les *pasdars* d'étudiants progressistes et de militants des organisations centristes, a amené certains secteurs des sociétés islamiques à se désolidariser publiquement de ces actions. Dans certaines universités de province, ils se sont interposés entre les deux camps pour prévenir les affrontements. S'expliquant après coup à la télévision, certains de ces étudiants islamiques ont affirmé que leur intention n'était pas de vider par la force les organisations d'extrême gauche des campus (11).

Mais ce qui s'est produit à Téhéran, le jour des principaux affrontements, montre les limites qui ne sont pas encore franchies lors de ces prises de distance. Pour ne pas être confondus avec les *hezbollahs* qui commençaient de prendre d'assaut les universités où s'était retranchée l'extrême gauche, certaines sociétés islamiques décidèrent d'abandonner les campus et organisèrent une manifestation.

Mais la manifestation se dirigea vers la résidence de Khomeiny à Téhéran et l'Imam, sorti sur le balcon, répéta exactement, mot à mot, le même discours qu'il avait tenu jusqu'alors, à savoir que les universités devaient être fermées, pour pouvoir être épurées et islamisées. Fermeture définitive qui intervint d'ailleurs le 5 juin dernier.

On pourrait citer aussi l'exemple du *Groupe des étudiants qui suivent la ligne de l'Imam* qui occupent l'ambassade.

Un faisceau de faits montrent aujourd'hui que ces étudiants, en dépit du radicalisme de leurs discours, y compris sur la question sociale, à force de «suivre la ligne de l'Imam» ont en fait roulé pour le PRI. Le 19 juin dernier, le Dr Ayad, l'un des idéologues du PRI qui joua un rôle important dans la campagne préparant le sac des universités et qui venait d'être accusé par Bani Sadr de monter un complot pour renverser le président, officialisa, en menaçant de les publier, ce dont tout un chacun se doutait en Iran: à savoir que c'était la direction du PRI qui avait fait main basse sur une bonne partie des documents secrets découverts à l'ambassade. L'indépendance totale des étudiants de l'ambassade à l'égard du PRI semblait d'ailleurs poser déjà quelques problèmes quand on voyait le rôle joué auprès d'eux par l'Hodjateleslam Khomeini, l'Imam joméh de la capitale, Khamenei et tout le réseau religieux de la prestigieuse école théologique de Qom. Quand on ajoute encore que les otages dispatchés dans les villes de province

ont été remis aux bons soins du corps des *pasdars*, dont sont eux-mêmes issus nombre des étudiants «qui suivent la ligne de l'Imam» ou que certains des étudiants de l'ambassade ont participé à la réunion des sociétés islamiques chargées de planifier la Révolution culturelle islamique, on voit exactement où se situe le problème d'une éventuelle radicalisation d'un tel courant: pour que certains de ses éléments puissent passer définitivement dans le camp de la défense des ouvriers et des masses opprimées, dont ils disent soutenir le combat, il leur faudra à un moment donné choisir; et le choix portera précisément sur le fait de savoir s'ils continuent ou non à «suivre la ligne de l'Imam». Pas au sens religieux bien sûr. Mais au sens politique et social, c'est-à-dire est-ce qu'ils continueront à défendre le programme politique et social, les institutions et la direction de la République islamique quand ceux-ci s'opposeront de plus en plus ouvertement, en pratique, à la satisfaction des revendications légitimes des travailleurs, des paysans pauvres et des nationalités opprimées de l'Etat iranien.

#### LA RADICALISATION OUVRIERE

Mais une telle différenciation dépendra, pour une large part, outre de l'évolution objective des confrontations de classe dans l'Etat iranien, de facteurs subjectifs, notamment des rythmes de développement, de centralisation et de politisation d'un mouvement ouvrier indépendant et centralisé, ainsi que de l'intervention de l'avant garde marxiste révolutionnaire.

Les diverses manifestations qui se sont déroulées à Téhéran le 1er mai réfractent assez bien les processus qui sont à l'œuvre au sein de la classe ouvrière iranienne et définissent les prochaines échéances.

Le matin, la manifestation centrale, convoquée devant le «nid d'espions», par la Coordination des shoras islamiques de Téhéran, mais aussi par l'ensemble des groupes et figures religieux, y compris le PRI, les *pasdars* ou la Croisade pour la reconstruction, n'a guère regroupé plus de 40000 personnes. Au même moment, deux autres manifestations se déroulaient dans les deux principales zones industrielles, à l'appel de regroupements «autonomes» des shoras, constitué dans chacune de ces zones, et dans lesquels interviennent des «indépendants» mais aussi des organisations centristes.

10) «L'internationale communiste après Lénine»

11) Cf. «Inprecor», «Iran, la crise sociale et le sac des universités»

L'après-midi, trois manifestations ont eu lieu : une manifestation regroupant 5 000 personnes, dirigée par l'organisation mao-stalinienne *Peykar* (qui a une assez importante implantation ouvrière) ainsi que deux rassemblements, chacun de plusieurs dizaines de milliers de personnes, organisés l'un dans le Sud, près de la gare par les *Moudjahidins* et l'autre sur la place de la Liberté par les *Fedayins*. Ces deux rassemblements seront attaqués par les *Hezbollahs*. Les affrontements auront une telle violence près de la gare que les *Moudjahidins* devront suspendre leur meeting (le meeting qu'ils organisèrent à la mi-juin dans un stade du centre de Téhéran et qui fut attaqué par les *Hezbollahs*, regroupa plus de cent mille personnes). Le premier constat à faire, au vu simplement de ces chiffres, c'est qu'il est évident que les organisations centristes ou les *Moudjahidins* semblent capter une partie des phénomènes de radicalisation politique qui se développent au sein de la classe ouvrière. Le phénomène est d'autant plus significatif que les *Fedayins* avaient au cours des derniers mois, presque disparu de la scène politique centrale et que ni les *Moudjahidins*, ni les *Fedayins* n'ont de réelle ligne d'intervention politique dans la classe ouvrière. A part souligner l'importance des shoras, ils n'offrent, les uns et les autres aucune véritable perspective, notamment du point de vue de la construction d'un mouvement ouvrier indépendant, de sa centralisation politique (rien sur la nécessité d'assemblées régionales et nationales des shoras ouvriers, sur l'élaboration, à partir des discussions et des plateformes des différents shoras, d'un plan ouvrier national pour lutter contre la crise, le blocus impérialiste et le sabotage capitaliste etc.).

Pour comprendre le phénomène, il faut évidemment revenir aux caractéristiques mêmes de la politisation et de la radicalisation de la classe ouvrière telles qu'elles s'opèrent aujourd'hui en Iran.

En même temps qu'ils s'engageaient, à partir de la fin septembre 78, dans la grève générale, les travailleurs et les salariés iraniens ont avancé leurs propres revendications d'abord sur les augmentations de salaires, puis au moins dans certaines entreprises, sur la nationalisation ou la rupture des liens avec l'impérialisme.

Pourtant durant toute cette période, le mot d'ordre central, celui qui verrouillait toutes les possibilités de voir satisfaire les revendications matérielles, était celui de renversement de la dictature.

C'est d'ailleurs pour cela que toute la classe ouvrière iranienne s'est retrouvée avec les autres secteurs du peuple iranien en lutte, derrière Khomeiny. Celui-ci n'avait même pas l'embryon d'un programme social, mais il apparaissait comme le meilleur outil politique, le plus crédible, pour remporter la victoire décisive de l'heure : le renversement de la monarchie Palhavi.

Depuis février 79, et surtout juin/juillet et le développement des shoras, un des facteurs essentiels de la politisation de la classe ouvrière, de la radicalisation des travailleurs avancés, c'est l'accumulation d'expériences de contrôle ouvrier, de remise en marche de la production, d'élaboration de plan de reconversion industrielle. Au fur et à mesure que ces expériences se développent, la nature de classe du gouvernement se dévoile. Celui-ci protège les patrons privés qui lock-outent, et dans le secteur nationalisé (75 % du secteur industriel) dont il a la tutelle, il s'oppose quotidiennement aux revendications des travailleurs qui s'inspirent souvent des propres déclarations des gouvernants (sur la nécessité de rompre la dépendance avec l'impé-

rialisme par exemple, ou de satisfaire les besoins des «deshérités»). Au fur et à mesure de ces affrontements, ce gouvernement apparaît aux yeux des travailleurs avancés, de plus en plus clairement pour ce qu'il est : un gouvernement bourgeois, qui s'oppose résolument à tout nouvel approfondissement du processus révolutionnaire.

Ces processus de différenciation sont inégaux, varient d'une usine à l'autre, d'une région à l'autre. Souvent cette défiance envers le gouvernement ou ses mandataires locaux se combine avec une confiance maintenue envers la direction Khomeiny, et surtout l'Imam lui-même («qui ne sait pas tout», «qui ne peut pas s'occuper de tout», «qui est mal entouré», entend-on le plus fréquemment dire dans les ateliers qui «grognent»).

Mais il faut bien voir la direction générale du processus, qui, en combinant la politisation et un acquis important dans l'auto-organisation par usine (shora), ouvre des possibilités sans précédent pour permettre la construction d'un mouvement ouvrier, indépendant et centralisé à l'échelle nationale.



Sur la voie de la construction d'un tel mouvement ouvrier s'élève divers obstacles, dont celui de la question de l'unité.

Les secteurs islamiques construisent leurs propres shoras (et en expulsent le plus souvent les militants d'extrême gauche); ceux-ci constituent en retour leurs propres shoras et leurs propres coordinations, et jettent l'anathème et l'exclusive contre les shoras «islamiques». L'on a le résultat du 1<sup>er</sup> mai: alors que l'appel de la Coordination des shoras islamiques permettait d'engager une bataille pour une manifestation unique de toute la classe ouvrière de la capitale, *Moudjahidins* et *Fedayins* ont adopté une position biale. Au lieu d'appeler leurs sympathisants ou les coordinations «indépendantes» de shoras à participer sous leurs propres mots d'ordre et avec leurs propres cortèges à une seule manifestation (quitte à mener une bataille préventive et à prendre toutes les mesures pour faire respecter la démocratie ouvrière face aux

attaques prévisibles des *Hezbollahs*), ils ont choisi de manifester à part, mais dans l'après-midi, pour ne pas paraître concurrencer l'initiative du matin.

C'est dire si aujourd'hui, en même temps que le combat pour leur centralisation, la bataille pour l'unification des shoras est une des toutes premières tâches pour les marxistes-révolutionnaires (sur le thème: un seul shora par usine, mais un shora pour tous les travailleurs, pour défendre la meilleure plateforme de revendications et d'action). Pour être crédible et même être seulement entamée, cette bataille doit s'accompagner d'une défense intransigeante, sans la moindre concession du respect du pluralisme politique et idéologique au sein de la classe ouvrière, du respect de la démocratie ouvrière, en expliquant que c'est sur les revendications, sur les tâches, sur les formes de lutte et d'action que se distingue un ouvrier révolutionnaire d'un autre et non sur des a priori idéologiques.

C'est parce qu'ils sont les seuls à pouvoir défendre jusqu'au bout un tel programme d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière que l'action des militants marxistes révolutionnaires, pour limitée que soient encore leurs moyens et leur nombre, est irremplaçable.

Ils sont les seuls à apporter l'ensemble des réponses programmatiques aux grandes questions posées par le développement de la révolution iranienne: la solution de la question nationale par la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination, la solution du problème agraire par une réforme agraire radicale, la nationalisation des biens impérialistes, le contrôle ouvrier et l'expropriation des grands capitalistes et la mise au point d'un plan de reconversion nationale de l'industrie, la constitution d'un mouvement syndical indépendant, la prévention des coups d'Etat de la réaction et de toute intervention de l'impérialisme par l'armement massif et généralisé des travailleurs et des masses plébiennes des villes et des campagnes, la défense intransigeante des libertés démocratiques, la bataille pour le gouvernement ouvrier et paysan basé sur les shoras. □

20 juin 1980

Iran

## La Conférence internationale de Téhéran condamne le rôle des Etats-Unis en Iran

Janice LYNN

**L**A Conférence internationale sur l'intervention des Etats-Unis en Iran, du 2 au 5 juin, a condamné sans appel le gouvernement des Etats-Unis pour ses agissements passés et présents en Iran.

Cette Conférence, qui s'est tenue à Téhéran, a réuni 350 délégués représentants de partis politiques, de syndicats et de mouvements de libération nationale, venus de quelque 54 pays différents.

Cela a représenté un coup pour Washington qui tente d'isoler l'Iran au niveau international, et a permis de dénoncer, une fois de plus, les véritables objectifs et les projets de l'impérialisme nord-américain.

Parmi les participants, il y avait une délégation de dix Américains, conduite par Ramsey Clark, ancien ministre de la Justice. Ces dix Américains — des hommes d'église, des avocats et des militants du mouvement pour le respect des droits de l'Homme — ont lancé un défi direct, par leur présence à Téhéran, à l'interdiction anticonstitutionnelle de Carter de se rendre en Iran, interdiction dont le but est d'empêcher les citoyens américains de découvrir par eux-mêmes la vérité sur la révolution iranienne.

Clark a dénoncé l'opération militaire du 24 avril, décidée par Carter, en ces termes: «une expédition militaire hors-la-loi, une violation de la souveraineté nationale de l'Iran.»

«La raison pour laquelle nous sommes venus ici», a dit Clark à des

reporters en Iran «c'est notre conviction que le dialogue entre les peuples est un élément essentiel pour la compréhension et le respect mutuel.»

A leur retour, Clark et les autres participants se virent menacés de peines allant jusqu'à dix ans de prison et d'amendes allant jusqu'à 50 000 dollars. Une motion a déjà été présentée à cet effet au Sénat.

Les trois premiers Américains qui sont rentrés d'Iran ont été détenus à l'aéroport et leurs documents concernant la Conférence confisqués, y compris leur coran et photocopies. L'avocat Leonard Weinglass, connu pour avoir défendu des militants du mouvement contre la guerre du Vietnam, a déclaré aux reporters qu'il avait trouvé en Iran «une grande volonté de parler et de discuter»

et par comparaison, à son retour aux Etats-Unis, il a dit : « *Les menaces de nous déférer devant la justice et la saisie de nos documents, démontrent clairement, je pense, quel camp porte la responsabilité du prolongement de la crise.* »

Dans son discours diffusé sur tout le territoire iranien le 4 juin, l'ayatollah Khomeiny a, lui aussi, demandé : « *Pourquoi Carter a-t-il peur des délégations qui se rendent en Iran ? Pourquoi inflige-t-il des amendes aux citoyens de son pays et en particulier aux personnalités ? Pourquoi est-il si effrayé par les procès des personnes de la dite ambassade américaine que nous appelons le « nid d'espions » ?* »

Lors de la conférence, on a présenté aux délégués quelques-uns des documents « top secret » trouvés à l'ambassade. Par exemple, un document daté du 22 janvier 1979, expliquant comment Washington prévoyait une invasion militaire de l'Iran juste après la fuite du chah au début de l'année 1979.

Dans ce document, qui est un message du général américain Robert Huyser au général américain Alexander Haig, il est écrit : « *Les actions que je préconise sont de briser la grève par l'utilisation de militaires aux douanes, dans les secteurs pétrolier et bancaire... En cas d'échec, je pense qu'il faut leur conseiller une prise de pouvoir directe par les militaires.* »

Une autre partie du document explique plus en détail les méthodes utilisées par l'impérialisme américain. Envisageant une possible guerre civile, il est écrit : « *Une bonne manière de résoudre la crise est de faire rentrer Khomeiny et de le faire assassiner.* »

Ces documents représentent donc un démenti sans appel aux déclarations de la Maison-Blanche comme quoi le but de la mission Huyser en Iran était de prévenir un coup d'Etat par les partisans du chah.

Plusieurs documents trouvés dans les hélicoptères américains en Iran, après l'échec de l'expédition militaire, ont également été présentés à la conférence. Il y avait des documents traitant des liens entre la CIA et la SAVAK, police secrète du chah.

La Conférence internationale a adopté une résolution en douze points. Washington y est sévèrement condamné pour le coup d'Etat de 1953, fomenté par la CIA, qui a réinstallé le chah sur le trône du Paon et pour l'expédition militaire du 24 avril. La Conférence a aussi durement critiqué le gouvernement des Etats-Unis pour le gel des avoirs iraniens, les mauvais traitements dont sont l'objet les iraniens, en particulier les

étudiants, aux Etats-Unis et pour les pressions exercées sur d'autres pays afin qu'ils imposent des sanctions économiques à l'Iran.

La Conférence a aussi « *reconnu le droit de l'Iran de demander des compensations pour les énormes pertes humaines et matérielles causées par l'intervention des Etats-Unis pendant ces 27 dernières années* » et « *son droit d'exiger le retour du chah et des richesses extorquées au peuple par la dynastie Pahlavi.* »

Certains parlementaires iraniens se sont montrés réservés sur la présence de Clark à la Conférence internationale qui avait été organisée essentiellement par le président Abolhassan Bani Sadr et le ministre des Affaires étrangères Ghotbzadeh.

En novembre dernier, juste après l'occupation de l'ambassade américaine, Carter avait envoyé Clark comme émissaire. A cette époque, Khomeiny avait refusé de le recevoir et il n'avait pas été autorisé à entrer dans le pays.

De plus, nombre d'Iraniens protestèrent contre certaines déclarations de Clark. Bien qu'elles aient été faites dans le contexte du soutien à la révolution iranienne et de la condamnation de la politique de Washington en Iran, Clark y demandait la libération des otages expliquant que les étudiants ne détenaient pas les personnes qu'il aurait fallu.

Clark a déclaré qu'il aurait adopté une position différente s'il s'était agi de Allen Dulles, Kermit Roosevelt, Richard Helms, Henry Kissinger ou Richard Nixon, prenant pour exemple les principaux dirigeants et fonctionnaires du Département d'Etat et de la CIA. De plus, Clark a proposé de prendre la place de l'un des otages.

Mais Clark passe sous silence le fait que, dans le personnel de l'ambassade des Etats-Unis, il y a un certain nombre de fonctionnaires importants du Département d'Etat et que la preuve a été faite que l'ambassade était utilisée comme centre d'espionnage pour organiser des actions dirigées contre la révolution iranienne.

Les critiques de Clark n'ont été reprises par aucun autre représentant nord-américain. Ces derniers ont expliqué qu'ils n'étaient pas là pour intervenir dans la politique intérieure de l'Iran.

La Conférence s'est déroulée en même temps que les mobilisations de masse en commémoration du 17<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de juin 1963 contre le chah. Cette immense manifestation populaire d'opposition avait entraîné l'exil de l'ayatollah Khomeiny.

Le 5 juin, des manifestations et des rassemblements commémoratifs se sont tenus dans les villes et les villages de presque toutes les régions de l'Iran. A Téhéran, plus d'un demi-million de personnes se sont mobilisées. Des dizaines de milliers de manifestants ont envahi les rues d'Isfahan. Cela a été une des plus grandes mobilisations de ces derniers mois.

Le principal thème repris par les manifestants était l'opposition à l'impérialisme nord-américain et la majorité des manifestants était des ouvriers iraniens.

Au rassemblement de Téhéran, au milieu des cris et des applaudissements, une résolution qui reprenait les revendications des étudiants de l'ambassade — pour le retour du chah et de ses richesses — a été adoptée. La foule a affirmé sa détermination de résister au boycott économique et de préserver l'indépendance de l'Iran.

Bani Sadr avait fait des mises en garde contre de possibles attaques de la droite lors des manifestations. Au contraire, elles ont démontré, par le nombre des participants, l'échec total des attaques sur les campus, inspirées par les capitalistes, qui avaient eu lieu quelques semaines plus tôt. Ces actions n'ont en rien diminué la détermination des masses et se sont, en fait, retournées contre le gouvernement. Ces mobilisations se sont déroulées sans aucun incident.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs iraniens (HKE), l'une des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale en Iran, a distribué 25 000 tracts d'appel à la manifestation.

Les membres de la délégation nord-américaine en Iran ont assisté au rassemblement d'Isfahan où ils ont rencontré des Iraniens qui avaient été torturés et mutilés dans les chambres de torture du chah.

La participation de la délégation nord-américaine à cette conférence a permis de donner des informations supplémentaires aux travailleurs des Etats-Unis sur le véritable rôle de l'impérialisme américain. Les interventions de Washington en Iran ne sont, en fait, qu'un exemple de la façon dont ce gouvernement tente de combattre les luttes pour les droits démocratiques et le progrès social partout dans le monde.

Clark a déclaré qu'il constituerait, aux Etats-Unis mêmes, une commission d'enquête sur les interventions du gouvernement des Etats-Unis pendant le régime du chah et qu'il attaquerait, si nécessaire, le gouvernement aux termes de la loi sur la liberté d'information.

Cela pourrait représenter un pas en avant dans la dénonciation de l'administration Carter qui se refuse à résoudre le problème des otages.

Carter refuse même de reconnaître la réalité des crimes des Etats-Unis contre l'Iran, inutile de dire qu'il puisse s'en excuser. Une telle commission

pourra aussi aider les Américains à mieux comprendre pourquoi les masses iraniennes continuent d'exiger le retour du chah et de ses richesses.

Iran

## Les sidérurgistes d'Isfahan déclarent : «Tout le pouvoir aux shoras»

Le 11 mai, quelques 2500 sidérurgistes ont manifesté et tenu un meeting dans la ville d'Isfahan pour montrer leur soutien au transfert de plusieurs otages américains de Téhéran dans leur ville.

A ce meeting, certains étudiants «qui suivent la ligne de l'Iman» et qui avaient occupé l'ambassade américaine de Téhéran, ont pris la parole. Ils ont insisté sur la nécessité de l'unité contre l'impérialisme US et parlé de la lutte de la classe ouvrière pendant la révolution, en opposant cette participation de la classe ouvrière à celle des capitalistes.

La résolution ci-dessous, élaborée par le shora islamique de l'usine sidérurgique d'Isfahan, a été approuvée par le meeting. Ce shora est le conseil d'usine qui représente les 5 000 sidérurgistes d'Isfahan.

**A** U nom de Dieu, protecteur des opprimés, «tournez toutes vos armes et toutes vos paroles contre l'impérialisme US» (Iman Khomeiny).

Dîtes à l'impérialisme US que nous travaillerons 16 heures au lieu de 8, et nos outils en mains, nos fusils sur l'épaule, nous ferons marcher nos usines pour libérer une fois pour toutes notre pays de votre joug.

Nous avons dirigé nos fusils contre vous, car le seul moyen de libérer les opprimés, c'est d'expédier une balle en plein cœur de l'impérialisme.

Le shora islamique des sidérurgistes d'Isfahan apporte son soutien total aux actions des étudiants «qui suivent la ligne de l'Iman» qui ont envoyé les espions américains dans de nouvelles villes. Il tient à féliciter l'Iman de la communauté et la nation héroïque de l'Iran pour la défaite qu'ils ont infligée aux plans infâmes de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, un peu plus d'un an après la victoire de notre révolution, l'impérialisme garde encore des appuis au sein de notre société. Quelques-uns de ses agents semblent s'efforcer de consolider cette base.

Notre industrie de montage automobile, qui dépend de l'importation de pièces détachées, n'a tou-

jours pas été transformée. Elle est toujours un facteur important de gaspillage du revenu national et a permis à certains libéraux et mercenaires de l'ancien régime et des puissances étrangères de préserver leurs postes.

La question de la terre reste toujours sans solution. Le programme révolutionnaire de réforme agraire n'a pas été appliqué. Malgré la pression des forces révolutionnaires et de la population islamique, ce projet révolutionnaire est en train d'être saboté.

Nos institutions culturelles continuent de dépendre des puissances étrangères et le système pourri, qui existait sous la monarchie, survit encore.

Les shoras islamiques du peuple constituent les bases essentielles de notre idéologie. C'est l'Iman qui a ordonné leur création et, dans son sillage, notre père, l'ayatollah Taleghani, a souligné leur importance. Par ailleurs, ils ont eu pour rôle de ratifier la Constitution. Pourtant, on ne s'intéresse plus maintenant aux shoras.

Même ceux qui se déclaraient partisans de la théorie d'une direction collective des fidèles, ont appelé, une fois au gouvernement, à une centralisation du pouvoir. (Cela se rapporte au président Bani Sadr et à ses

partisans qui avaient appelé à la centralisation du pouvoir et à l'abolition des shoras. *Inprecor/IP*)

Au lieu de donner le pouvoir aux shoras, ils essaient dans tout le pays de transformer les shoras en structures semblables aux syndicats ou aux conseils municipaux.

Chaque jour, ceux qui défendent le système capitaliste se dévoilent de différentes manières. Ainsi, ils excluent les éléments révolutionnaires et les remplacent par des traîtres notoires qui défendent les intérêts des représentants de l'ancien régime et de l'impérialisme.

Notre système militaire n'a toujours pas été révolutionné. S'il continue à exister dans sa forme actuelle, cela grèvera lourdement notre budget national.

Les activités des groupes armés — soi-disant de gauche — ont sapé le front unique du peuple et aidé à renforcer les éléments libéraux pro-impérialistes.

Par leurs mesures reformistes, les éléments qui ont usurpé la place des autorités révolutionnaires ne cherchent qu'à préserver les bases des étrangers dans notre pays et le système capitaliste. Au vu de ces problèmes et d'autres en suspens, nous resterons des esclaves dans les griffes de l'impérialisme si les mobilisations révolutionnaires s'arrêtent et si nous sommes toujours dans cette même situation.

Par conséquent, le shora de la sidérurgie estime qu'il nous faut une révolution pour transformer l'économie et la culture de cette société dans le but de mettre réellement fin à la subordination de notre pays aux puissances étrangères. Cela est nécessaire pour transformer notre industrie automobile de montage en une industrie nationale indépendante et pour sauver notre agriculture de son déclin désastreux et l'engager dans la voie de la croissance pour qu'elle puisse répondre aux besoins de la population.

Nous ne pourrions atteindre ces objectifs que si nous rompons notre dépendance vis-à-vis des capitalistes étrangers et nationaux qui leur sont liés, si nous nationalisons leurs capitaux et si nous appliquons une réforme agraire islamique suivant le principe que «la terre appartient à ceux qui la travaillent.»

Le meilleur moyen d'en finir avec cette dépendance, c'est de suivre les directives de l'Iman concernant la formation d'une armée du peuple forte de 20 millions de soldats.

Le shora islamique de l'usine sidérurgique d'Isfahan est convaincu qu'une solution à tous ces problèmes et difficultés n'est possible qu'avec l'unité, la solidarité, le soutien mutuel et la participation des différentes couches de la société. Le meilleur et le seul moyen d'atteindre ces objectifs, c'est la mobilisation des shoras islamiques du peuple, organisés à tous les niveaux et dans toutes les instances de ce pays.

Aussi, dans le but d'appliquer et de mettre en œuvre les mots d'ordre anti-impérialistes, dans le but d'avancer vers une société islamique, unifiée

et sans classe, nous avançons les revendications suivantes :

- 1 - Publication et dénonciation de tous les accords économiques, culturels et politiques avec l'impérialisme criminel des Etats-Unis;
- 2 - Extradition du shah et retour de tous les biens qu'il a extorqués, lui et sa famille haïe;
- 3 - En cas de non retour du shah et de ces richesses, jugement des espions américains par les tribunaux révolutionnaires islamiques;
- 4 - Dénonciation de tous les agents de la 5ème colonne, en particulier de la SAVAK et de l'impérialisme américain;
- 5 - Expulsion de tous les éléments contre-révolutionnaires des institutions nationales, quel que soit le poste qu'ils occupent;
- 6 - Nationalisation de tout le capital étranger et national;
- 7 - Application du programme de réforme agraire de la révolution islamique, distribution de la terre aux paysans;
- 8 - Aux organismes du pays de décider de l'utilisation des biens nationalisés;

9 - Garantie de logement décent pour tous par le lancement d'un plan gouvernemental de construction d'habitations;

10 - Reconnaissance des shoras et de leurs droits d'exercer le pouvoir exécutif dans toutes les régions;

11 - Etablissement d'un système juste et extension de l'ordre révolutionnaire à tous les domaines de la vie;

12 - Les tâches des travailleurs salariés doivent être déterminées en accord avec leurs représentants responsables devant eux;

13 - Pour l'organisation d'une armée populaire forte de 20 millions d'hommes.

Nous saluons le dirigeant incontesté de la révolution islamique !

A bas l'impérialisme international, avec à sa tête les Etats-Unis !

Pour la plus large unité de toutes les couches de la société iranienne au sein des shoras islamiques !

Nous saluons tous les glorieux martyrs de la révolution islamique !

Le shora islamique de l'aciérie d'Isfahan

□

Iran

## Défendre la révolution kurde pour défendre la révolution iranienne

### Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

DEPUIS le 15 avril dernier, le gouvernement de Téhéran a lancé, sur l'injonction du Conseil de la révolution islamique et de l'ayatollah Khomeiny, sa deuxième offensive militaire d'ampleur contre la révolution kurde.

La précédente offensive, qui a duré du mois d'août au mois d'octobre 1979, s'était terminée par une défaite politique et militaire des forces placées sous le commandement du Conseil de la révolution. Alors que l'ayatollah Khomeiny demandait en personne aux «frères kurdes» de «pardonner à ceux qui les avaient injustement calomniés», le régime de Téhéran concluait par un cessez-le-feu et entamait des négociations avec les représentants de la résistance kurde.

Les organisations de la résistance kurde demandaient un statut de large autonomie pour toutes les régions kurdes dans le cadre de la République iranienne. Ils réclamaient le départ du Kurdistan des pasdars

et de la gendarmerie persane. Ils revendiquaient l'élection au Kurdistan d'un organisme représentatif qui prenne en charge les questions laissées à leur compétence.

C'est le refus de ce plan d'autonomie, le sabotage des négociations et le renforcement du dispositif militaire gouvernemental (pasdars, armée et gendarmerie) qui aboutit au déclenchement de cette nouvelle attaque militaire.

Les dirigeants kurdes ont approuvé à diverses reprises l'occupation de l'ambassade américaine. Ils ont réaffirmé, y compris après la reprise des combats, qu'ils défendraient le régime issu de l'insurrection de février 1979 contre toute intervention impérialiste et contre tout coup d'Etat réactionnaire. Cependant, le gouvernement central de Téhéran a utilisé la tension créée aux frontières par le régime réactionnaire du Baas irakien pour tenter de justifier l'envoi au Kurdistan d'importantes

forces militaires et a monté la provocation qui servit à déclencher cette deuxième offensive.

L'ayatollah Montazeri et le président de la République Bani Sadr ont expliqué que les combats se poursuivraient au Kurdistan jusqu'à la «victoire finale», «jusqu'à ce que l'armée et les pasdars aient nettoyé toute la région».

Les organisations de la résistance kurde sont mises hors-la-loi. Interdiction leur a été faite de présenter des candidats aux élections. Un blocus économique, y compris pour les vivres et les médicaments, est mis en place contre tout le Kurdistan. Au-delà des petites manœuvres de couverture, tout cela indique le but que se propose le gouvernement central de Téhéran.

Les attaques militaires, concentrées contre les villes du Kurdistan sud, ont déjà fait plusieurs milliers de blessés et de morts. Des villes, telles Sanandaj et Baneh, ont été dévastées par les tirs d'artillerie

et les attaques de l'aviation. Les réfugiés, au moment du siège de Sanandaj, se comptaient par dizaines de milliers.

## L'ENJEU D'UNE GUERRE CIVILE

La question kurde cristallise deux problèmes centraux pour la révolution iranienne.

Tout d'abord, l'approfondissement et la radicalisation du mouvement de masse au Kurdistan s'expriment aussi bien dans les mobilisations des paysans, l'occupation et la distribution des terres, que dans l'armement massif de la population et l'apparition de divers types de comités (shoras, baqehs — comités de quartier).

Ensuite, la lutte du peuple kurde met directement en question l'aptitude de la direction nationaliste bourgeoise Khomeiny-Bani Sadr à reconstruire et à consolider l'Etat bourgeois.

Pour ces deux raisons, le gouvernement iranien fait de la question kurde la pierre de touche de sa capacité de diriger tout l'Iran. Cela concerne, avant tout, l'efficacité de l'armée iranienne et du corps des *pasdars* ainsi que le maintien de l'intégrité du territoire face aux revendications des nationalités opprimées de l'Etat iranien.

L'expérience de la première guerre d'août à octobre 1979 et la défiance très forte des populations kurdes envers le gouvernement central de Téhéran constituent des facteurs qui consolident encore plus le très large soutien populaire dont disposent les organisations politiques kurdes (PDK, *Komaleh*, *Fedayins* et Bureau politique du Cheik Ezzedine Hosseini). Cela se traduit, en particulier, dans leur capacité accrue de résistance militaire face à une offensive importante et durable. Le mouvement national kurde apparaît donc comme la pointe la plus avancée des mouvements qui agitent les diverses nationalités opprimées en Iran.

Or, les derniers affrontements au Kurdistan n'ont pas eu tous les effets escomptés par le régime de Téhéran. Si les villes assiégées du Sud Kurdistan ont été finalement investies après que les *peshmergas* et les milices kurdes aient décidé de se replier dans les montagnes, les combats ont accentué la crise au sein d'une armée et d'une gendarmerie

dont l'essentiel de l'encadrement — nostalgique de l'ancien régime — reste hostile au régime Khomeiny-Bani Sadr.

Vu l'instabilité politique et sociale en Iran, vu le précédent de l'insurrection populaire de février et l'exécution de plusieurs dizaines d'officiers fusilleurs et tortionnaires, les officiers refusent de s'engager trop étroitement aujourd'hui encore aux côtés d'un régime dont l'avenir ne leur paraît pas totalement garanti. En outre, dans la troupe, nombreux sont ceux qui manifestent une sympathie avec la lutte du peuple kurde.

La multiplication des cas de désobéissance, de désertion, de manque de zèle dans l'application des ordres, s'ils n'ont pas débouché sur une réelle désagrégation des forces armées régulières, peuvent expliquer pourquoi Téhéran a choisi de se montrer plus discret dans la poursuite des opérations militaires au Kurdistan.

Face au gouvernement, qui explique que les Kurdes font le jeu de l'impérialisme, quand ils n'en sont pas des agents directs, il est nécessaire de rappeler les positions fondamentales des marxistes-révolutionnaires.

La IVe Internationale réaffirme sa solidarité avec la lutte du peuple iranien pour se libérer totalement du joug de l'impérialisme.

Elle dénonce et lutte contre toutes les mesures économiques, politiques et militaires que l'impérialisme peut prendre contre la révolution iranienne pour frapper les aspirations légitimes des masses laborieuses.

Dans le monde, les militants de la IVe Internationale organiseront la solidarité massive avec le peuple iranien pour paralyser le bras de l'impérialisme ; en Iran, ils parti-

ciperont au combat des ouvriers, des paysans et des masses opprimées pour la défense, par leurs propres moyens d'action et d'organisation, de l'actuel gouvernement de Téhéran face à une menace de coup d'Etat réactionnaire ou face à une intervention militaire impérialiste.

Mais l'un des meilleurs moyens de défendre la révolution iranienne, c'est précisément de soutenir la révolution kurde. Refuser de reconnaître les droits de toutes les nationalités opprimées de l'Etat iranien, c'est diviser les rangs des ouvriers et des masses opprimées face à l'impérialisme.

Refuser de reconnaître aux paysans pauvres le droit à la terre, au peuple kurde le droit de s'armer et de s'organiser de façon indépendante pour mener leur combat, pour garantir les acquis de la révolution iranienne et les approfondir, c'est faire le jeu de l'impérialisme et de tous les revanchards nostalgiques de l'ancien régime.

En s'attaquant aux nationalités qui se mobilisent pour la reconnaissance de leurs droits, aux paysans qui occupent les terres, en menaçant les ouvriers qui seraient tentés de pousser plus loin leurs revendications, alors que les trusts internationaux maintiennent leurs avoirs en Iran, en organisant le sac des universités et les attaques physiques contre les organisations de la gauche iranienne, en portant atteinte à des droits démocratiques pour lesquels le peuple iranien a payé un tribut aussi lourd, la direction Khomeiny-Bani Sadr sert la contre-révolution et est à contre-courant d'une lutte effective contre l'impérialisme.

C'est pour cela que la IVe Internationale réaffirme sa plus complète solidarité avec la lutte des masses kurdes!

**RETRAIT IMMEDIAT DES PASDARS ET DE L'ARMEE DE TOUT KURDISTAN!**

**POUR LA LIBERATION DE TOUS LES MILITANTS ET PROGRES-SISTES EMPRISONNES!**

**POUR LA RECONNAISSANCE SANS CONDITION NI PREALABLE DU DROIT A L'AUTODETERMINATION, ET Y COMPRIS A LA SEPARATION DU PEUPLE KURDE ET DES AUTRES NATIONALITES OPPRIMEES DE L'ETAT IRANIEN!**

**VIVE LA REVOLUTION KURDE!**

**SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES IRANIENNES!**

14 juin 1980. □

# Tout est résolu, sauf les problèmes

Livio MAITAN

LES élections qui ont eu lieu les 8 et 9 juin comportaient le renouvellement dans la presque totalité de la péninsule des conseils communaux, provinciaux et régionaux. En principe, à partir de 1946, toutes les élections locales ont acquis une portée politique générale, même si le plus souvent une partie des électeurs a réagi différemment selon la nature des consultations (la DC obtenait aux élections locales moins de voix qu'aux élections législatives et le PCI, par contre, notamment dans certaines villes, jouissant de la tendance inverse). Les élections récentes n'ont en rien représenté une exception; au contraire, la campagne électorale s'est développée encore plus que dans le passé sur les problèmes politiques de fond et maintenant ce sont des tendances générales que tous les commentateurs s'efforcent de dégager des résultats.

Rappelons que les élections politiques de juin 1979 avaient indiqué un assez net recul du PCI, le premier depuis plus de trente ans. En deuxième lieu, au mois d'avril, un nouveau gouvernement avait été mis en place. Après les élections de 1979, il y avait une situation d'impasse: le PCI n'était plus disposé à soutenir une majorité d'unité nationale sans entrer au gouvernement, la DC n'acceptait pas le PCI dans la coalition gouvernementale. On avait abouti à la solution — de toute évidence précaire — d'un gouvernement composé par la DC, le PSDI et le PLI, appuyé indirectement par l'abstention du PSI et du PRI.

Ce gouvernement tombait au mois de mars dernier à la suite de la décision aussi bien du PSI que du PRI de ne plus le soutenir. Les négociations pour former le nouveau gouvernement avaient commencé après que le congrès de la DC ait adopté une motion excluant formellement toute participation du PCI au gouvernement. Absent du gouvernement depuis 1974, le PSI avait déclaré, à plusieurs reprises, qu'il n'aurait participé à aucun gouvernement qui excluerait le PCI et qu'il ne reviendrait pas à la formule du centre-gauche. Il avait aussi avancé la candidature de Craxi

à la présidence du conseil des ministres. Or, sous l'impulsion de Craxi, la majorité du groupe dirigeant imposait un tournant: le parti acceptait de participer avec le PRI à un gouvernement dirigé par le démocrate-chrétien Cossiga.

La question de savoir s'il s'agissait ou non d'un retour au centre-gauche est absolument sans importance. Ce qui est important, c'est que le PSI revenait à la collaboration gouvernementale avec une DC qui s'était déplacée encore plus à droite et dans un contexte où les possibilités d'opérations réformistes de quelque importance sont incomparablement moindres que dans les années soixante et qu'au commencement des années soixante-dix. Il va de soi qu'un tel choix avait, entre autres, pour conséquence un approfondissement des divisions dans le mouvement ouvrier.

Pour le PCI, cette attitude de la direction craxienne — que par ailleurs le soi-disant gauche avait accepté sans opposition réelle — impliquait un danger d'isolement et, dans les conditions difficiles créées par l'affaiblissement qu'il avait subi entre 1976 et 1979. Ses craintes étaient d'autant plus fortes que l'enjeu électoral était tout à fait concret. Sur la base des résultats de 1979, il était possible de prévoir une défaite d'une série d'administrations «rouges» ou, plus généralement, de gauche qui s'étaient formées après le succès de juin 1975. Les partis ouvriers auraient pu perdre la majorité dans un certain nombre de villes et de régions et le PSI aurait pu être poussé à choisir comme partenaire principal la DC, même au niveau des administrations locales. Il est inutile de rappeler que, pour le PCI, le contrôle — total ou partiel — de communes, provinces et régions importantes représente en même temps un point d'appui essentiel et le fondement de la crédibilité de sa stratégie de transition pacifique et graduelle au socialisme par un élargissement progressif des «éléments de socialisme» dans la société bourgeoise.

Il devait donc faire la preuve que le recul de juin 1979 n'était qu'un épisode, que ses positions n'étaient

pas sérieusement entamées, que sans sa participation aucun gouvernement n'aurait d'autorité et ne pourrait œuvrer à la stabilisation du pays. La DC devait faire la preuve exactement du contraire, à savoir que la collaboration avec le PCI n'était pas indispensable, qu'une majorité stable était possible même sans lui et que la décision de son congrès avait été fondée. Le PSI, à son tour, avait besoin de vérifier les répercussions de son choix d'entrer au gouvernement et de réaffirmer son rôle dans la stabilisation aussi bien du gouvernement que des institutions en général.

## UNE CAMPAGNE SANS ECLAT

La campagne électorale a reflété les exigences des différentes formations. La tâche de la DC a été rendue plus difficile par l'affaire du fils de son vice-président Donat Cattin, accusé d'appartenir à une organisation terroriste et qui, paraît-il, aurait été couvert par son père avec la complicité de Cossiga lui-même. Mais, selon ses pratiques traditionnelles et bien expérimentées, la DC a fait bloc face aux attaques de ses adversaires en utilisant l'épouvantail d'une crise politique insoluble et n'hésitant pas à reprendre les arguments de l'époque de la guerre froide. Elle a misé essentiellement sur les réflexes conservateurs, voire réactionnaires d'une partie des électeurs.

Le PSI, pour sa part, a demandé un vote de confiance sur sa nouvelle orientation et un renforcement de son pouvoir contractuel dans les administrations locales. Cela dans la perspective de solutions différenciées et même opposées — plus précisément pour être en position de force face au PC là où on ne pouvait envisager que des administrations «rouges» ou de gauche — et pour collaborer avec la DC et avec les autres partis du centre dans toute une série d'autres cas.

En ce qui concerne le PCI, la faiblesse fondamentale de sa campagne a résidé dans son impossibilité d'avancer une proposition crédible de

formule de gouvernement dans le cadre même de sa stratégie. En effet, la stratégie du compromis historique, avec comme corollaire une majorité d'unité nationale pour l'étape actuelle, est apparue de moins en moins réalisable après le congrès démocrate-chrétien et après le tournant du PSI. Ainsi, le fait de proposer une solution qui n'avait pas soulevé l'enthousiasme des masses ni des militants du parti et qui, en plus, ne pouvait se traduire dans la pratique à court ou moyen terme, n'a fait qu'aiguiser la contradiction dans laquelle il se trouve. Celle-ci ne pouvait certainement pas être surmontée par la nouvelle formule de certains discours ou de certaines interviews de Berlinguer soulignant la nécessité de se battre pour un gouvernement «moins dangereux» ou «moins nuisible» que le gouvernement actuel, même si les communistes restaient en dehors. On voit mal comment on pourrait mobiliser des gens avec une telle perspective !

Le fait que la campagne électorale ait eu des enjeux politiques importants n'a pas impliqué la participation active de la grande masse des électeurs. Cette campagne a été en générale très peu suivie : les grands meetings ont été très rares et même le PCI a eu de la peine à atteindre ses niveaux de mobilisation traditionnels. Selon les sondages, les émissions à la télévision ont été moins suivies que d'habitude et avec beaucoup moins d'intérêt. Le commentaire qu'on entendait le plus souvent dans la rue ou dans les moyens de transports était que les élections ne serviraient à rien et que rien ne changerait.

Le fait qu'un tel état d'esprit était très répandu est confirmé par l'augmentation du nombre des abstentions et des bulletins blancs ou nuls, déjà enregistrée en 1979. Par rapport à d'autres pays, le pourcentage des votants reste pourtant élevé. Mais ce qu'il est intéressant de noter, c'est la tendance à l'abstention qui s'accroît y compris par rapport à 1979 quand elles avaient atteint environ 10 %, cette fois elles ont atteint 11,5 %. Les bulletins blancs ou nuls — respectivement plus d'un million et environ 886 000 — ont dépassés les 5 %.

Il ne fait aucun doute que ce phénomène concerne aussi un pourcentage important des électeurs de gauche. Le quotidien communiste *l'Unità* a écrit à ce sujet qu'il s'agit «d'un ensemble assez hétérogène de protestations, d'inquiétudes, de perte de confiance dans la vie démocratique qui a fondamentalement son origine dans le long malgoverno démocrate-chrétien et dans les obstacles qu'il pose au changement et à la ré-

novation de la direction politique du pays». Nous ajouterons, pour notre part, qu'il s'agit aussi d'une perte de confiance dans les partis et les organisations du mouvement ouvrier, incapables d'esquisser une perspective crédible, réellement alternative à celle de la DC et de ses alliés.

Pour en venir aux résultats, du fait qu'on a voté à trois niveaux, et dans les grandes villes à quatre — dans la mesure où l'on a élu aussi les conseils de conscriptions — les données comportent parfois des indications différentes (d'autant plus que dans certaines villes, dont Rome, il n'y avait pas eu d'élections municipales et que les élections régionales n'ont eu lieu que dans les régions dites à statut ordinaire). En tout cas, les résultats des élections régionales restent les plus significatifs.

Le PCI a perdu 1,9 % par rapport aux régionales de 1975, 0,3 % par rapport aux législatives de 1979 (aux provinciales, il a enregistré, par rapport à 1979, une augmentation de 0,7 %). La DC a gagné, par rapport à 1975, 1,5 %, mais elle a perdu, par rapport à 1979 1,3 %. Le PSI a perdu dans les 2 cas respectivement 0,7 % et 2,8 %. Des partis dits laïcs, deux, le PSDI et le PRI, ont perdu, par rapport à 1975, respectivement 0,6 % et 0,2 %, alors que, par rapport à 1979, le premier a gagné 1,3 % et le deuxième a maintenu ses positions. Le PLI a gagné respectivement 0,2 % et 0,7 %. Quant aux fascistes du MSI, qui s'étaient adonnés, depuis un certain temps à une démagogie plébéienne, ils ont perdu, par rapport à 1979, 0,8 %. Il faut préciser toutefois qu'ils ont remporté un succès considérable à Naples aux dépens de la DC ; ils avaient obtenu 18 % en 1975, ils avaient baissé à 14,3 % en 1979, ils ont obtenu aux dernières élections 22 % (contre 31,7 % au PCI, 25,3 % à la DC et 7,7 % au PSI).

Les comparaisons sont plus difficiles en ce qui concerne l'extrême gauche étant donné l'hétérogénéité des points de référence. En gros, le PDUP a gagné quelque peu par rapport à 1975 (0,7 %) et perdu par rapport à 1979 (0,2 %). DP gagne par rapport à 1979 (0,9 %).

Les résultats du PCI méritent quelques considérations supplémentaires. La moyenne nationale découle de résultats locaux assez différents. Notamment il faut indiquer que le PCI continue à perdre, de façon assez sensible, au Sud, alors que dans les grandes villes, le plus souvent, il maintient et même renforce ses positions. A Turin, il dépasse même son score de 1975, à Naples il est resté légèrement en dessous en récupérant, toutefois, nettement par rapport à 1979.

Dans certains cas — Bologne, Florence et Venise — il perd par rapport à 1975, mais il gagne par rapport à 1979. A Milan, par contre, il perd aussi par rapport à 1979. Dans cette dernière ville, un succès a été remporté incontestablement par le PSI avec 19,63 % (contre 26,59 % au PCI et 26,44 % à la DC).

---

#### «TOUT EST RESOLU, SAUF LES PROBLEMES»

---

La conclusion qu'on peut tirer est que le PCI a réussi à éviter un nouveau recul et à sauvegarder ses positions locales dans la plupart des cas. Dans ce sens, ses dirigeants pourront continuer à proclamer que la collaboration avec eux reste la condition d'une stabilité politique dans le pays.

La DC ne peut certainement pas pavoiser et sa perte de vitesse posera des problèmes à la direction issue de son dernier congrès. Mais le succès du PSI — qui est l'élément le plus important de ces élections — favorise, en dernière analyse, la DC. Ce succès peut être attribué dans une certaine mesure à l'absence du Parti radical et au compromis entre Craxi et Pannella à propos des nouveaux référendums prônés par ce dernier (le PSI aide à la récolte des signatures et le PR donne un coup de main au PSI sur le terrain électoral). Cela n'empêche que le progrès du PSI renforce le gouvernement en place, assure au parti un rôle central dans la solution du problème des nouvelles administrations locales, surtout là où la situation est très équilibrée, renforce les positions de la direction droitière de Craxi.

Il faut, d'autre part, considérer que, si le rapport de forces global n'a pas subi, somme toute, de changements importants, l'évolution est incontestablement négative, si l'on tient compte de l'orientation des différentes formations et l'état d'esprit de leurs troupes. Comme nous l'avons déjà souligné, la DC a défendu ses positions en accentuant les tons conservateurs et réactionnaires. Le PSI a progressé après sa rentrée au gouvernement et une campagne où Craxi avait imposé sa musique. Le vote pour le PCI, c'est le vote qui maintient le plus un caractère de classe. Mais l'esprit avec lequel ce vote a été exprimé par une partie considérable des électeurs est sensiblement différent de celui de 1975-1976. A l'époque, on votait pour le PCI dans l'espoir qu'il imposerait une alternative politique d'ensemble, un changement radical. Aujourd'hui, on a voté pour le PCI faute d'autres choix crédibles, en choisissant le moindre mal, sans illusion aucune.

Des considérations analogues valent pour les formations d'extrême gauche. Comme nous l'avons dit, du point de vue purement quantitatif, ces formations n'ont pas régressé, mais la signification politique de ce vote ne doit aucunement être surestimé. Le PDUP a mené une campagne électorale sans mettre en avant une stratégie alternative à celle du PCI. Franco Turigliatto a expliqué, dans un article paru dans *Inprecor* numéro 71, que ce parti s'était même prononcé pour un «gouvernement d'urgence», à savoir une variante du gouvernement d'unité nationale. Plus récemment, son principal dirigeant, Magri, a déclaré que son but n'était pas de construire une alternative aux partis traditionnels, mais «d'agréger un vaste pôle de gauche comme élément de transformation et de maturation de la gauche historique». En ce qui concerne, par ailleurs, la politique internationale, le PDUP a mené campagne pour l'autonomie de l'Europe comme garantie de la paix et comme point de référence politique et économique pour les pays dits du Tiers Monde. Tout ce que ses dirigeants eux-mêmes avaient écrit à maintes reprises sur la nature impérialiste des pays d'Europe occidentale et sur le néo-colonialisme, est oublié avec la plus grande désinvolture.

Quant à Démocratie prolétarienne, sa campagne a évité délibérément de se définir face aux problèmes politiques majeurs et de préciser des orientations. Elle s'est efforcée, par contre, de faire le plein des voix des mécontents «de gauche» en occupant la place, dans un certain sens, du Parti radical qui était absent. Pour ne donner qu'un exemple, dans le dernier numéro de son hebdomadaire, avant le 8 juin, DP n'a publié aucune plate-forme, aucun article qui esquisse une ligne politique. Elle a mis en vedette une déclaration de Dario Foa dont le sens est : c'est la merde totale, les seuls gens propres sont ceux de la DP, votons pour eux... Le fait est que DP représente désormais beaucoup moins une formation politique qu'une «zone» et sa force relative reflète justement l'ampleur de cette «zone» de gens, la plupart anciens combattants de 1968-1969 et du commencement des années soixante-dix, désormais sans perspectives, démoralisés et démotivés.

Tout cela ne doit pas amener à une caractérisation erronée de la situation telle qu'elle se précise au lendemain des élections des 8 et 9 juin. La force du mouvement ouvrier reste très grande et la combativité ouvrière n'est pas sérieusement entamée malgré certains échecs dont le plus important a été celui de la bataille pour les 61 de chez Fiat qui n'ont pas été réintégrés et que les

syndicats n'ont pas défendus comme cela aurait été nécessaire et possible. Les luttes qui s'annoncent pour les contrats au niveau d'entreprises intégrant les contrats nationaux, fourniront un autre texte important. Chez Fiat, la confrontation s'annonce encore une fois dure : le lendemain des élections s'ouvrirait une période de chômage technique pour 78 000 ouvriers.

La bourgeoisie, par ailleurs, ne se trompe pas sur l'analyse de la situation de son point de vue. Certes, elle peut se féliciter des résultats des élections qui assurent au gouvernement un répit en élargissant les marges de manœuvres de la DC. Mais elle reste prudente et elle incite à la prudence les partis de la majorité. Il est significatif que, le mercredi 11 juin, le *Corriere della Sera* ait titré son éditorial : «La guerre Craxi-Berlinguer n'est utile à personne» et ait expliqué «qu'il n'est pas sage de pousser le PCI vers l'isolement». Le même jour, *La Stampa*, journal contrôlé par Fiat, publiait à son tour un éditorial au titre non moins éloquent : «Tout est résolu, sauf les problèmes».

#### LA CAMPAGNE DE LA LCR

La LCR, section italienne de la IVe Internationale, a participé pour la première fois aux élections avec ses propres listes. Ne pouvant être présente que dans un nombre limité de villes, elle a choisi de faire campagne dans des villes ouvrières où elle a une certaine implantation : Turin, Brescia, Gênes, Milan et Tarante. En plus, elle a présenté des candidats aux élections provinciales de Pordeone, dans la partie nord-est du pays. Les résultats ne pouvaient qu'être modestes. Le pourcentage le plus élevé a été atteint à

Pordeone avec 0,6 %, le vote le plus important en nombre absolu a été celui de la province de Turin avec un peu moins de 6 000 voix.

La campagne a été conduite par la distribution de tracts, des meetings de quartier et d'entreprise, quelques meetings centraux et un certain nombre d'émissions de radio et de télévision (Troisième chaîne). L'accent a été mis sur la composition ouvrière des listes. A Turin, les têtes de liste étaient deux militants de la LCR, licenciés par la Fiat, parmi les 61. L'un des principaux slogans a été la défense de douze ans de lutte, des conquêtes des travailleurs, du syndicat des conseils ouvriers. La campagne contre le chômage a été centrée sur le mot d'ordre des 35 heures sans réduction de salaire. En même temps, une campagne a été lancée pour collecter des signatures sur un projet de loi contre le chômage, prévoyant, entre autres, le blocage des licenciements et le 50 % de l'embauche réservée aux femmes et aux jeunes. Des milliers de signatures ont été réunies dès les premières semaines.

En ce qui concerne les administrations locales, la LCR s'est engagée à soutenir les *Juntes rouges*, en précisant qu'elle ne devraient pas inclure de représentants de partis bourgeois (non seulement de la DC, mais même du PRI et du PSDI). Sur le plan gouvernemental, le mot d'ordre a été celui d'un gouvernement des partis se réclamant du mouvement ouvrier, appuyé par les syndicats et autres organisations de masse.

En même temps, la LCR a avancé le mot d'ordre du retrait de l'Italie de l'OTAN et mené campagne pour la défense de la révolution iranienne et de la révolution nicaraguayenne.

Le 15 juin 1980



## Une nouvelle remontée des luttes de masse

Quatre années après le soulèvement de Soweto, le sang coule à nouveau en Afrique du Sud. Les premiers bilans font état de 60 morts et de plusieurs centaines de blessés durant les affrontements qui se sont déroulés du 15 au 18 juin.

Le 15 juin, plusieurs centaines de jeunes Africains se sont rassemblés devant l'église Regina Mundi à Soweto, dans la banlieue de Johannesburg, et ont chanté *Nous ne nous laisserons pas tuer par les Boers*. La police a chargé durant plusieurs heures ces manifestants pacifiques, pourchassant les journalistes et interdisant leur présence sur les lieux.

Le lendemain une grève générale paralysait Le Cap lors d'une journée «ville morte» massivement suivie.

Les affrontements reprenaient dans la nuit du 17 juin à Durban, Bloemfontein, Johannesburg et surtout au Cap, où les manifestants dressaient des barricades, incendiaient des commissariats et ripostaient à coups de pierre aux balles des policiers.

Si la brutalité et la férocité de la répression ne surprennent malheureusement pas, il faut souligner l'ampleur et l'intensité de ces mobilisations qui ont impliqué des représentants de l'ensemble des couches opprimées non blanches d'Afrique du Sud.

Malgré la répression sanglante qui avait suivi les émeutes de Soweto en 1976, la remontée actuelle des luttes populaires illustre l'ouverture d'une nouvelle période de la lutte des classes en Afrique du Sud, pleine d'espoirs de libération pour des millions de non blancs et traduit la profonde maturation politique qui s'est opérée ces quatre dernières années.

Le ministre de la Police, Louis Le Grange, et le chef de la Police, le général Geldenhuys, accusèrent les jeunes manifestants de n'être que des «voyous» et des pillards, pour mieux ensuite déclarer que «dans ce cas, la police n'utilise pas de plomb ni de balles en caoutchouc ou du plastique, mais de vraies balles», Geldenhuys devait même reconnaître que ses hommes avaient reçu d'ordre de «tirer pour tuer».

François CAZALS  
Joseph LAREDO

**D**EJA en juin 1976, la politique d'apartheid en matière d'enseignement avait été battue en brèche par les émeutes de la jeunesse de Soweto, encouragée par la victoire des nationalistes d'Angola et du Mozambique et par l'échec de l'intervention militaire sud-africaine en Angola.

Les jeunes noirs des banlieues de Johannesburg et de Pretoria étaient alors entrés en lutte contre l'emploi des langues bantoues et de l'afrikaan et pour l'usage de l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles, contre le «*Bantou Education Act*», contre la partition du pays en une «Afrique du Sud» blanche et une série de «*homelands*» (foyers) bantous. Ces revendications réclamant l'égalité entre blancs et noirs devant l'enseignement s'opposaient frontalement à la politique dite de «*Bantoustanisation*» des dirigeants racistes qui consistait à créer une série de «*homelands*» où étaient parquées sur des bases tribales les différentes populations noires et métisses.

Quelques mois avant «l'indépendance» du Transkei, ceci était un sérieux avertissement pour le pouvoir pâle. C'est la raison pour laquelle celui-ci se lança dans une vaste opé-

ration de répression qui culmina par l'assassinat de plus de 600 jeunes en quelques mois et par des milliers d'arrestations.

Mais au travers de ces mobilisations était née une nouvelle génération de militants noirs qui devaient se reconnaître dans de nouvelles formations politico-syndicales. A travers le Conseil des représentants des étudiants de Soweto (SSRC) qui était charpentée par la SASO (*South African Student Organisation*), la jeunesse de Soweto connut l'influence directe et décisive du *Black People Convention* (BPC), mouvement né dans les années 71 sur les thèmes de la «conscience noire». Les organisations nationalistes traditionnelles comme l'ANC (*African National Congress* - dirigée par le PC sud-africain, le PCSA) et le PAC (*Pan-Africanist Congress*), se trouvèrent quelque peu en marge de ces luttes, bien que les références politiques aux leaders historiques de l'ANC toujours emprisonnés comme Mandel, persistaient parmi les membres de cette nouvelle génération militante.

### L'ECHEC DE LA POLITIQUE DE DIVISION DES OPPRIMÉS

Après ces mobilisations, le pouvoir blanc tenta toutes sortes de manœuvres pour essayer d'impul-

ser une politique tendant à créer une couche tampon entre les masses noires déshéritées et la bourgeoisie blanche. Cette promotion d'une petite bourgeoisie africaine ne donna pourtant que peu de résultats, tout au plus quelques mesures dérisoires promettant le «*droit à la possession de son logement*», à quelques privilèges noirs, ou l'abolition de la langue afrikaan dans l'enseignement des noirs, avec maintien des langues bantoues. Le cap de la politique de «*Bantoustan*» était toutefois clairement maintenu.

Les grandes mobilisations de la jeunesse métisse et africaine d'Afrique du Sud prouvent l'échec cinglant de cette politique. Elles éclairent aussi sur l'hypocrisie de ceux qui, comme l'opposition bourgeoise libérale sud-africaine ou certaines résolutions de l'ONU, ne s'en tiennent qu'à revendiquer une suppression du «*petty apartheid*» (l'apartheid mesquin).

Malgré la répression et l'interdiction de l'ensemble des formes d'organisations issues des mobilisations de 1976, la politique à courte vue des dirigeants racistes n'est pas venue à bout de la combativité des masses noires. Qui plus est, les divergences internes au sein de la bourgeoisie blanche qui avaient éclaté au grand jour en 1976, quant à la manière de répondre à ces explo-

sions sociales de plus en plus rapprochées, n'ont pas donné lieu à l'élaboration d'une option à long terme permettant de désamorcer la crise. Tout au contraire, les règlements de compte internes se sont multipliés ces dernières années, avec l'affaire du *Muldergate* (scandale de l'information) et de la démission de Vorster.

Plusieurs éléments rendent toutefois la situation actuelle plus inquiétante pour la bourgeoisie sud-africaine. Comme l'écrit l'éditorialiste du *Monde* du 20 juin 1980, «c'est une issue catastrophique qui risque d'intervenir en République sud-africaine».

En 1976, les mobilisations de la jeunesse étaient le fait des élèves noirs des ceintures ouvrières des grandes villes, soutenus par les étudiants métis. Celle d'avril-mai 1980 ont démarré dans les lycées et les facultés de métis pour s'étendre ensuite aux milieux noirs. Ainsi les tendances à l'unité de la jeunesse non blanche qui s'affirmaient dès Soweto, se sont largement confirmées. Elles illustrent l'échec patent de la politique gouvernementale de division des rangs des opprimés.

La politique de séduction du gouvernement raciste à l'égard des métis s'illustre à travers les propositions de réforme constitutionnelle. La commission parlementaire s'est prononcée, bien sûr, contre le suffrage universel et a proposé la création d'un conseil présidentiel des blancs métis, indiens et asiatiques, dirigé par un vice-président de la République et dont le rôle ne serait que consultatif. Ses membres seraient nommés par le président parmi «les dirigeants reconnus de leurs communautés». Un conseil séparé pour les Africains pourrait être consulté par le précédent.

Ces propositions ont été rejetées par le Parti indien de la réforme et le Parti travailliste métis, pourtant modérés, dont le dirigeant Davis Durré a dit qu'elles n'étaient qu'une «refonte du vieux conseil de cabinet de Vorster».

Tout en préservant les avantages absolus de la communauté blanche, le Parti nationaliste au pouvoir depuis 1948 a tenté de faire partager quelques miettes du gâteau aux métis dans le domaine de l'éducation: les dépenses gouvernementales annuelles s'élèvent à 677 dollars pour un élève blanc, 277 dollars pour un métis ou un indien et à 66 dollars pour un noir.

Mais ces avantages relatifs n'ont pas suffi à endormir la combativité des métis et à les empêcher de joindre leur combat à celui des Africains.

Ainsi les mobilisations de la jeunesse métisse fortement soutenue

par la population locale et leurs parents, furent l'expression du désaveu du pouvoir blanc par une grande partie de cette communauté.

Long de plus de deux mois, le boycott des cours par les écoliers et les étudiants sud-africains démontre un renouveau des capacités d'organisation et de coordination de la jeunesse après le creux de la mobilisation qui avait succédé aux dissolutions et interdictions des différentes organisations qui avaient émergé lors des luttes de 1976.

C'est dès février dernier que les élèves du Cap avaient exprimé leur opposition au coût élevé des droits scolaires, aux prix inabordable des livres et à la médiocre qualité de l'enseignement.

Dès ce moment, plusieurs meetings de masse se tinrent pour envisager les modalités d'action. La victoire électorale massive des nationalistes de la ZANU-PF au Zimbabwe voisin, même si elle les amenait à s'intégrer à l'appareil d'Etat raciste de l'ancienne colonie rebelle de la couronne, constituait un immense encouragement pour la jeunesse sud-africaine dans son combat pour l'émancipation et l'égalité des droits.

En mars, des protestations sporadiques de lycéens métis étaient enregistrées dans les écoles de Port Elizabeth et de Uitenhage. Début avril, une première étape de la coordination de l'action des scolaires fut atteinte avec la constitution d'un Comité de représentation des élèves. Une coordination de délégués de plus de soixante lycéens du Cap lança, le 19 janvier, un mot d'ordre de grève générale des cours avec un corps de revendications qui peut se résumer comme suit:

- droit d'entrer sans autorisation spéciale dans n'importe quel établissement scolaire;
- droit à des représentations étudiantes autonomes;
- égalité des dépenses gouvernementales pour tous (il faut savoir que le gouvernement raciste dépense 10 fois plus d'argent pour l'éducation d'un blanc que pour celle d'un élève noir);
- réparation et entretien des bâtiments scolaires;
- augmentation des effectifs enseignants, des fournitures;
- interdiction de la libre entrée de la police dans les écoles;
- suppression des châtiments corporels et des renvois arbitraires de professeurs.

Sur ces mots d'ordre qui rassemblèrent élèves métis et noirs, 25 000 scolaires se trouvèrent en grève et en une semaine, la mobilisation s'étendant à plusieurs villes

## POPULATION

Africains : 20 millions  
Métis : 2,5 millions  
Asiatiques : 756 000  
Blancs : moins de 4 millions

du pays, entraîna plus de cent mille élèves.

L'ensemble des organisations noires apportèrent leur soutien à cette grève des cours. Le 2 mai, 2000 professeurs du Cap s'associaient au mouvement.

Un comité, dit des 81, organisait la coordination de l'action, à laquelle dès le 19 mai se joignirent de très nombreux étudiants noirs. Des affrontements avec la police sud-africaine qui attaqua plusieurs meetings commencèrent à se multiplier. Un événement particulièrement significatif de cette dure lutte fut la manifestation du 24 mai où plus de 4 000 étudiants métis convergèrent dans un centre commercial «blanc» de la ville du Cap en chantant des slogans contre l'éducation raciste. L'unité de combat de la jeunesse métisse dans le camp des exploités aux côtés des masses noires était ainsi brutalement exprimée à la face des blancs au cœur d'un de leur domaine réservé.

Cette mobilisation devait culminer lors de l'anniversaire des émeutes de Soweto, les 16 et 17 juin dernier. Craignant des manifestations d'ampleur à cette occasion, le pouvoir blanc avait pris une série de mesures préventives. Fin mai, plus d'une cinquantaine d'évêques et d'ecclésiastiques qui manifestaient pour réclamer la libération du révérend John Thorne, arrêté auparavant, étaient à leur tour incarcérés par des policiers des brigades anti-émeutes. Quelques jours plus tard, un professeur d'université, Neville Alexander, était empêché de se rendre en Allemagne où il devait donner une conférence.

Dans l'Etat fantoche du Transkei, pourtant «indépendant» depuis fin 1976, ce sont les autorités sud-africaines qui ont décrété le 5 juin l'état d'urgence pour réprimer l'action des lycéens d'Umtata.

Dans la région du Cap et de Durban, lors d'une opération dite de «routine», la police arrêtait plus d'un millier de jeunes.

Enfin les manifestations commémoratives de Soweto étaient sauvagement réprimées par la police. L'action fut clairement préméditée. Après avoir interdit les rassemblements de plus de 10 personnes, le chef de la police sud-africaine, le général Geldenhuys, ordonna aux journalistes de se tenir à l'écart des manifestations en les accusant

«d'inciter» les jeunes aux affrontements.

Tirant les leçons de cette lutte dans une interview accordée début janvier et publiée dans le numéro du 26 mai d'*Intercontinental Press/Inprecor*, Thozamile Both, dirigeant de l'Organisation civique noire de Port Elizabeth (PEBCO), qui joua un rôle moteur lors de cette lutte, explique que la grève chez Ford «est le problème des noirs dans la République sud-africaine dans sa totalité». «C'est une contribution à la lutte pour la libération des noirs en Afrique du Sud».

La PEBCO qui est surtout implantée à Port Elizabeth est une organisation politico-syndicale caractéristique de la nouvelle génération de militants ouvriers. Constituée en 1979, elle s'oppose directement à la politique gouvernementale. «Nous n'avons de relations qu'avec tous ceux qui agissent en dehors des institutions du gouvernement» déclara Thozamile Botha. Cela met encore en lumière l'échec de la politique gouvernementale d'intégration partielle des noirs dans certains syndicats blancs.

Dans les dernières semaines les luttes ouvrières se sont multipliées. Dans la province du Cap, par exemple, la population noire et métisse mène un boycott de la viande en solidarité avec les travailleurs des abattoirs et des chambres froides licenciés alors qu'ils luttaient pour la reconnaissance de leur syndicat.

A Durban, ce sont 6000 ouvriers du groupe textile *FRAME* qui ont été licenciés au cours de leur grève pour des augmentations de salaire. Finalement, la direction du groupe a partiellement cédé après 15 jours de conflit.

Tout récemment, enfin, ce sont les 4000 ouvriers de l'usine *Volkswagen* de Uitenhague (près de Port Elizabeth) qui réclament des augmentations de salaires. Trois jours après le début de l'action, la direction ferme l'usine, ce qui n'a pour effet que d'étendre le mouvement aux trois autres usines sous traitantes de la ville.

Attaquant les manifestants pacifiques, les policiers firent une soixantaine de morts et plusieurs centaines de blessés. De nombreuses barricades furent édifiées et les cités métisses de la banlieue du Cap furent maintenues en état de siège.

Toutefois, la résistance de la population métisse du Cap fut importante. Des commissariats de police et des écoles ont été incendiés et c'est en convois blindés que les voyageurs se rendant à l'aéroport du Cap devaient être acheminés à

travers les quartiers métis qui ceinturent la ville.

---

## LA REMONTEE DES MOBILISATIONS OUVRIERES

---

Mais, au-delà de la lutte des scolaires et de l'évidence de l'échec de la politique de division raciste impulsée par le pouvoir blanc, c'est la coordination de ces mobilisations de la jeunesse avec des luttes ouvrières d'importance et un regain d'activité de guérilla urbaine qui inquiétaient particulièrement les commentateurs bourgeois et poussaient le Conseil de sécurité de l'ONU à voter à l'unanimité une résolution demandant à Pretoria de «mettre d'urgence un terme à la violence dirigée contre la population africaine et de prendre immédiatement des mesures en vue d'éliminer la politique et les pratiques de l'apartheid et d'accorder à tous les sud-africains des droits politiques égaux».

C'est là aussi une différence avec les émeutes de Soweto, où avaient été impliqués près de 250000 travailleurs des alentours de Johannesburg, sans pour autant que les grandes firmes industrielles et les mines, c'est-à-dire le cœur de toute l'économie sud-africaine, ne soient réellement atteintes.

Or aujourd'hui on assiste à une remontée des luttes ouvrières aussi puissantes en intensité que celles de années 1973, mais alliant les revendications salariales aux demandes de reconnaissance et de légalisation de syndicats. Ces luttes, dont certaines comme celle de l'usine Ford de Port Elizabeth, fin 79-début 80, peuvent être partiellement victorieuses, témoignent du renouveau d'organisation des travailleurs noirs, et de leur degré de conscience politique.

Parallèlement à cette remontée des luttes ouvrières et lycéennes, on assiste à une certaine réactivation des activités de guérilla de l'ANC.

Le 4 avril dernier, un comando de l'ANC attaquait un poste de police de la banlieue de Johannesburg à l'arme automatique et à la roquette.

Mais l'action la plus spectaculaire a été constituée par l'attentat contre le complexe pétrolier de *Sasol* dans la nuit du 1er juin. Les réservoirs de l'usine *Sasol 2* qui étaient l'objet de dégâts plus limités, tandis que les locaux de la société américaine *Fluor* échappaient de peu à l'explosion de trois bombes désamorçées par l'armée.

Le complexe *Sasol* qui produit du pétrole à partir du charbon, entrainé dans le cadre des prévisions gouvernementales visant à couvrir 50 pour cent de la consommation intérieure en 1984, ce qui représen-

terait une économie de plus de 350 millions de rands par an (1 rand égale 5,5 à 6 francs français). Les dégâts sont estimés à 7 millions de dollars. Tant par son importance économique que par le caractère de son objectif qui constitue le symbole de «l'indépendance économique» du pays aux yeux de la bourgeoisie blanche, le coup porté par les guérilleros de l'ANC est rude.

Le professeur Michael Hough, de l'Institut d'études stratégiques sud-africaines, devait d'ailleurs déclarer, penaud : «Nous n'étions pas préparés à un sabotage industriel. En Rhodésie, ce n'est apparu que dans la dernière phase de la guerre». On voit à quel point la confiance en eux-mêmes des dirigeants racistes a dû être ainsi ébranlée.

---

## UN SYSTEME EN CRISE

---

Toutefois même si la situation actuelle particulièrement explosive des contradictions sociales et politiques en RSA pourrait le laisser penser, il serait faux de conclure à l'inéluctabilité prochaine du renversement du régime raciste. A cela une première raison réside dans la relative faiblesse du degré d'organisation et de conscience des masses travailleuses non blanches comparativement aux capacités d'intimidation militaire et policière du régime qui dispose d'un terrible dispositif guerrier que toutes les puissances de la CEE, et notamment la France, ont contribué à constituer. Cette capacité militaire est largement supérieure aux forces armées de tous les pays néo-coloniaux africains qui entourent l'Afrique du Sud.

La résolution au profit des masses non-blanches de la crise de l'Etat raciste suppose donc une modification importante des rapports de forces internes. Cette modification ne pourra qu'être la conséquence d'une recomposition des forces politiques, d'un abandon de la tactique guérillériste, spectaculaire, mais suicidaire, qui a marqué le courant stalinien qui dirige l'ANC, et cela même si les questions d'auto-défense des mobilisations de masses se posent immédiatement lors de la moindre manifestation et devront être résolues. D'autre part, les éléments de radicalisation dans la jeunesse et la classe ouvrière mettent à l'ordre du jour la lutte pour l'organisation indépendante du prolétariat non blanc et la reconnaissance des syndicats noirs. De grands pas en avant ont été effectués en ce sens, même s'ils sont retardés à chaque vague de répression qui disloque les premiers éléments d'organisation qui étaient posés.

Aussi les militants anti-impérialistes de par le monde ont-ils une tâche irremplaçable à assumer pour contribuer à isoler et affaiblir les capacités répressives du pouvoir blanc.

En luttant pour que les trusts

impérialistes présents en RSA appliquent aux travailleurs noirs les mêmes droits syndicaux qu'ils acceptent souvent dans leur usine en Europe, en dénonçant la répression et en systématisant l'aide aux structures syndicales naissantes, le

mouvement de solidarité internationaliste aiderait efficacement à avancer l'heure de l'émancipation sociale des masses opprimées noires d'Afrique du Sud. □

Algérie

## Contre la répression

Déclaration du Groupe communiste révolutionnaire  
section sympathisante de la IVe Internationale

**L'**INTERVENTION sauvage des forces de l'ordre à l'université et à l'hôpital de Tizi-Ouzou, la répression qui continue, la campagne de calomnie faisant de ceux qui se sont mobilisés des agents de l'impérialisme, le chauvinisme attisé par la presse, tout cela appelle une riposte.

### RECONNAISSANCE DU BERBERE COMME LANGUE OFFICIELLE

Longtemps, les fractions dominantes de la bourgeoisie ont fait de la question berbère un sujet tabou. Après l'initiative des étudiants de Tizi, décidés à ne pas se laisser étouffer, la Kabylie tout entière a bruyamment et massivement posé le problème: on ne peut continuer à ignorer une langue qui vit dans le pays. Le berbère doit être reconnu comme une langue officielle et une composante du patrimoine national algérien.

Ce n'est pas pour des raisons historiques que nous défendons le berbère. C'est au nom du présent, au nom de ces Algériens qui sont berbérophones, de ceux-là qui parlent, qui pensent, qui chantent en berbère et qui ne veulent pas se laisser imposer une autre langue.

### POUR UNE ARABISATION BASEE SUR LE PARLER POPULAIRE !

Le combat pour l'arabisation et celui pour la reconnaissance du berbère entrent dans le cadre des tâches nationales démocratiques de la nation algérienne encore opprimée et dominée par l'impérialisme. La langue française, langue de l'élite néo-coloniale et d'une grande partie des classes dominantes, est une langue étrangère pour les masses laborieuses,

pour ceux qui produisent le blé à Sétif, les olives à Tizi et l'acier à El Hadjar. Elle doit donc disparaître comme langue dominante.

Pour que les masses algériennes ne soient plus étrangères dans leur propre pays, il faut donc répandre et développer l'arabe, un arabe qui soit basé sur celui des conversations d'Alger, d'Oran et d'Annaba, et non pas l'arabe élitiste qu'on nous impose. Il faut aussi enseigner le berbère pour ceux de Tizi, Béjaïa, Batna et d'ailleurs, pour qui cela représente une part de leur identité nationale.

### POUR UN SYNDICAT ETUDIANT AUTOMNE ET DEMOCRATIQUE !

Les étudiants de Tizi ont organisé leur lutte par le biais d'un comité étudiant autonome, ceux d'Alger ont élu en assemblée générale un bureau provisoire lui aussi autonome. Sur la base de tous les comités d'instituts élus démocratiquement à Alger, El Harrach et Boumerdes, une coordination s'est mise en place.

Quelle différence avec les cadres fantoches sous l'égide du FLN dont le dernier né est la CNE-UNJA ! Quelle différence avec les structures corporatistes et infantilisantes des comités pédagogiques ! Quelle différence aussi avec les CCU (coordination des comités universitaires) anti-démocratiques que proclamaient les staliniens du PAGS !

Ces comités autonomes, cette coordination sont nés de la lutte des étudiants. Ils sont représentatifs et démocratiques car élus en AG après des débats clairs et libres. Ils sont au-

tonomes et ne dépendent ni du FLN ni de l'Etat bourgeois, ni de personne d'autre. Libre à tous les étudiants de venir y défendre leurs idées quelles qu'elles soient. Ces comités d'instituts, cette coordination sont un acquis précieux. Nés dans la lutte contre la répression, ils représentent malgré leurs faiblesses l'embryon du syndicat autonome et démocratique, anti-impérialiste qui manque aux étudiants depuis la dissolution de l'UNEA en 1971.

### TOUS EN LUTTE CONTRE LA REPRESSION !

Avec 480 blessés, des centaines d'arrestations et probablement des morts, la répression a provoqué malgré les calomnies une large protestation qui n'a pas fini de s'exprimer, bien que le chauvinisme ait primé dans beaucoup de régions du pays. Les bureaucrates syndicaux de l'UGTA, les staliniens du PAGS, ont d'abord hurlé avec les loups contre le «complot néo-colonialiste». Devant l'écho des mobilisations de Tizi, ils ont pris leurs distances à l'égard de la répression qu'ils imputent aux autorités locales. Certes «Révolution et travail» du 2 mai rompt avec la précédente position crapuleuse de la direction UGTA, mais ce n'est pas assez. L'UGTA n'a pas fait son devoir de syndicat des travailleurs. Elle n'a pas défendu les travailleurs de SONELEC, de l'université et de l'hôpital, matraqués et emprisonnés à Tizi. Elle n'a pas appuyé les médecins, les enseignants et les étudiants d'Alger en lutte contre la répression. Nous demandons partout des comptes à la direction syndicale, plus soucieuse d'organiser les campagnes du pouvoir que celles des travailleurs.

Non, les masses populaires de Tizi ne sont pas manipulées par l'impérialisme ! Non, les étudiants d'Alger ne sont pas des inconscients !

Ce pouvoir, qui a 110 milliards de dinars algériens de dette extérieure, qui livre l'économie aux bureaux d'étude étrangers et qui emprisonne la section syndicale IAP pour son combat anti-impérialiste, ce pouvoir est vraiment mal placé pour calomnier la lutte de Tizi et d'Alger. La brutalité de l'intervention policière est peut-être le fait d'autorités locales zélées, mais c'est le régime au pouvoir, avec toutes ses composantes qui l'a décidée et qui continue de mentir et de réprimer, c'est lui qui a organisé et monté le meeting-mascarade de Tizi, semblable à tant d'autres meetings des SAS coloniales.

### POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES !

A Tizi, à Alger, les forces de répression ont montré leur vrai visage. Aussi, outre les justes revendica-

tions pour la reconnaissance du berbère, ces mobilisations ont mis en évidence la nécessité du combat pour imposer les libertés démocratiques.

Oui, il nous faut la liberté de s'exprimer pour dire nos revendications et nos problèmes, pour dire la vérité face à l'intoque du pouvoir. La liberté de manifester sans intervention policière et sans chiens. Le droit de faire grève sans arrestations et sans répression.

Ces libertés-là sont pour ceux d'Alger et de Tizi devenues des nécessités évidentes. Mais il nous faut aussi la liberté de s'organiser en dehors du FLN, parti de la bourgeoisie au pouvoir, en dehors des structures d'embrigadement des masses. Certes, le pouvoir préfère nous voir désarmés, dispersés, atomisés, mais nous avons besoin de nous organiser pour mener notre combat et nous combattons pour le droit de chacun à s'organiser. En premier lieu, le droit de construire des organisations politiques indépendantes et d'édifier un parti ouvrier révolutionnaire.

Le pouvoir annonce qu'il détient 24 emprisonnés, ses otages pour faire taire et pour intimider la mobilisation actuelle. Hier, il parlait de cet Ali Yahia Rachid comme du compteur suprême. Plus tard, il a agité le spectre du néo-colonialisme. Aujourd'hui, il accuse 24 étudiants et travailleurs démocrates et anti-impérialistes « d'atteinte à la sûreté de l'Etat » et « d'appartenance à des organisations clandestines ». Il veut en faire des boucs émissaires, un exemple pour dissuader de mener de nouvelles luttes. Nous ne les laisserons pas faire.

**LIBEREZ TARI, RACHID,  
BACHA ET LEURS CAMARADES !**

**LIBERTE D'EXPRESSION,  
DE MANIFESTATION ET D'ORGANISATION !**

Groupe communiste révolutionnaire,  
section sympathisante de la IVE  
Internationale.

15 mai 1980



Proposé par le Comité contre la répression en Algérie, le texte de pétition suivante a déjà recueilli les signatures que nous reproduisons ci-après :

- *Considérant que la revendication de la liberté culturelle et de la liberté d'expression ne peut constituer un délit;*
- *Considérant la répression brutale et la campagne d'arrestations qui ont suivi les diverses manifestations*

*pour la reconnaissance de la langue berbère;*

- *Considérant que des étudiants, des enseignants, des médecins, les travailleurs et des artistes sont détenus aujourd'hui en Algérie, alors que la liberté d'opinion est garantie par la constitution algérienne;*
- *Considérant que la défense des droits de l'homme est un combat universel qui concerne tous les démocrates de tous les pays et*

*qu'elle ne peut être considérée comme un acte d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie;*

*Les signataires demandent aux autorités algériennes de se conformer à la lettre et à l'esprit de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme à laquelle elles ont solennellement souscrit, en libérant toutes les personnes encore détenues et en cessant toutes les poursuites engagées.*

#### PREMIERS SIGNATAIRES :

(Artistes, avocats, écrivains, chercheurs, scientifiques et universitaires)

Alexandre ADLER, Louis ARBESSIE, Maître AURENCHE, Pierre BAQUE, Blandine BARRETT-KRIEGEL, Michel BEAUD, Bertrand BELLON, Denis BERGER, Guy BERGER, Etienne BOLO, Jean-Marc BORY, Pierre BOURDIEU, Jean BOUVIER, Hubert BROCHIER, Pasteur Roby BOIS, Christine BUCI, Georges CASALIS, Gérard CHALIAND, François CHATELET, Jean CHESNAUX, Hélène CIXOUS, Geneviève CLANCY, Philippe CLEVENOT, Jacques COHEN, Edmond COUCHOT, Michel CRESPIY, Marianne DEBOUYZ, Gilles DELEUZE, Gérard DELFAU, Yves DESCHAMPS, Pierre DOMMERGUES, Maître Nicole DREYFUS, Françoise d'EAUBONNE, Simon EINE, Arghiri EMMANUEL, Michel ETCHEVERRY, Nabile FARES, René-Louis des FORETS, FROMANGER,

Robert FROSSAERT, René GALISSOT, Jean GATTEGNO, Alain GEISMAR, Félix GUATTARI, Guy HOCQUENGHEM, Philippe HUGON, Philippe IVERNEL, André JACQUES, Robert JAULIN, G. KONOPNICK, Général de la BOLLARDIERE, Yves LACOSTE, Henri LEFEBVRE, Michel LEIRIS, Christian LEGUILLOCHET, Jean-Claude LE SAUL, Daniel LINDENBERG, P. LLAU, Michel LOBROT, Jean-François LYOTARD, Pierre MERLIN, Alain MEYER, Juliette MINCES, Edgar MORIN, Maurice NADEAU, André NICOLAI, Dominique NOGUEZ, André NOUSCHI, Jacques PANIJEL, François POIRIER, Virginie PRADEL, Claude PUJADERNAUD, Jacques RANCIERE, Bernard RANCILLAC, Serge REGGIANI, Pierre-Philippe REY, Maxime RODINSON, David ROUSSET, Marianne SCHAUB, Delphine SEYRIG, Daniel SERCEAU, Gérard SOULIER, Haroun TAZIEFF, Emmanuel TERRAY, Michel TORT, Alain TOURAIN, Pierre VIDAL-NAQUET, Georges VIGARELLO, Jean-Pierre VIGIER, Jean-Marie VINCENT, Serge VINCENT-VIDAL, François WAHL

## La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju

Le vaste soulèvement qui a eu lieu dans la ville de Kwangju, à 270 kilomètres au sud de Séoul, a duré dix jours et s'est terminé par l'entrée de 12000 soldats sud-coréens dans la ville, le mardi 27 mai à l'aube pour reprendre en main la situation.

Jun YAZAKI

IMMEDIATEMENT après la proclamation d'une nouvelle loi martiale par le président sud-coréen, Choi Kyu Hwa, suivie de l'arrestation massive de tous les principaux opposants, y compris de Kim Dae Jung, le 18 mai, plusieurs milliers d'étudiants de l'Université de Chonam, à Kwangju, sont descendus dans la rue pour exiger la libération de Kim Dae Jung et la démission de Chon Doo Hwan, le véritable homme fort du régime. La loi martiale a été suivie de l'envoi de régiments de parachutistes, les troupes les plus brutales et toutes dévouées à Chon Doo Hwan, qui ont exercé une répression sanglante dans la ville. Selon un témoignage publié à Tokyo, les parachutistes ont assassiné des manifestants et ils ont même tué des jeunes filles à la baïonnette.

Ces meurtres ont soulevé la colère des étudiants ainsi que celle des habitants de Kwangju et, le lendemain, plus de 50000 étudiants et habitants commencèrent à s'affronter aux soldats en armes. Après quatre jours de lutte acharnée, le nombre des insurgés atteignait 200000 dans une ville dont la population est d'environ 750000. Ils prirent finalement le contrôle de la ville tout entière. La police et les troupes s'étaient repliées à l'extérieur de la ville. Toutes les stations de radio furent incendiées par les manifestants, rendus furieux par le fait qu'aucune information n'avait été donnée sur leur lutte en raison de la censure imposée par la loi martiale. Les étudiants et les masses de Kwangju se sont armés de fusils, de mitrailleuses et se sont emparés des véhicules abandonnés par les troupes évacuées; ils s'organisèrent alors en comités de contrôle et d'administration de la ville occupée.

Selon un rapport gouvernemental, plus de 6000 armes étaient aux mains des «insurgés». Au cours des

combats, plus de 260 personnes ont été tuées par les parachutistes, et parmi elles, il y avait de jeunes garçons et de jeunes filles. C'est le plus grand soulèvement de masse de toute l'histoire d'après-guerre en Corée du Sud.

Le 23 mai, après l'évacuation par les forces de répression de Kwangju, c'est la province de Cholla, au sud de la Corée, qui était tout entière aux mains des étudiants rebelles et des masses en possession de toutes sortes d'armes. Les étudiants de Kwangju et des autres villes avaient auparavant saisi des bus et des camions, et, les armes à la main, ils se sont rendus d'une ville à l'autre, permettant ainsi l'extension de l'occupation et du contrôle des masses. Quelques étudiants sont même venus de Séoul apporter leur aide au soulèvement de Kwangju.

A Kwangju, les étudiants et les habitants installèrent leur quartier général dans le bâtiment du gouvernement provincial. Ils continuèrent d'exiger la libération de Kim Dae Jung, qui est originaire de la province de Cholla, et ils exigeaient également l'exécution publique du lieutenant général Chon Doo Hwan, chef des services de sécurité et directeur de la célèbre Agence centrale de renseignements sud-coréenne, la KCIA.

Alors que les troupes gouvernementales encerclaient la ville et approchaient, les représentants des révoltés et des étudiants constituaient un comité de règlement de la crise, afin de négocier avec les autorités chargées d'imposer la loi martiale. Ils exigeaient que ces autorités présentent leurs excuses au peuple de Kwangju pour les atrocités qu'elles avaient commises, qu'elles versent des indemnités pour les blessés et les morts, qu'elles n'exercent aucune représaille politique après les événements, que les militaires ne déplacent pas les troupes avant qu'un règlement soit intervenu

Malgré ces négociations, les troupes de la loi martiale prirent d'assaut la ville à l'aube du mardi 27 mai et l'occupèrent de nouveau au bout d'une heure et demie de combats. On ne connaît pas encore le nombre des blessés faits lors de cette attaque sanglante, mais, selon un rapport, le nombre des morts, du côté des étudiants et des habitants, dépasserait 400.

Ces dix jours de soulèvement à Kwangju et la répression qui a suivi, menée par les autorités chargées d'imposer la loi martiale, ont une fois de plus clairement démontré la contradiction fondamentale qui s'est développée avec rapidité en Corée du Sud, après l'assassinat inattendu du dictateur Park Chung Hee.

### APRES LA MORT DU DICTATEUR

Lorsque le président Park fut assassiné par son partisan le plus proche, Kim Jae Kyu, alors directeur de la KCIA, le 26 octobre 1979, on se trouvait au plus fort d'une vague continue de mouvements contre le gouvernement. Une grande manifestation étudiante, dans la cité industrielle de Pusan au sud, eut lieu le 16 octobre 1979, et avait dégénéré en un affrontement avec la police le lendemain. Le gouvernement Park avait aussitôt proclamé l'état d'urgence dans cette ville, envoyant une division d'infanterie dans la nuit du 18 octobre. Malgré cette mesure d'urgence, qui aurait permis dans le passé d'étrangler — au moins temporairement — l'opposition, la manifestation a gagné une autre ville industrielle, Masan, où de nombreux ouvriers se sont aussi engagés dans des actions de rue. Le régime de Park a dû déclarer l'état de siège exceptionnel dans la zone de Masan, grand centre industriel, où se trouvent la plupart des entreprises exportatrices, y compris la fameuse zone libre. Pendant les quatre jours d'affrontements violents entre les manifestants et les militaires, ce sont 4207 personnes au total qui ont été arrêtées. Les manifestations étudiantes se sont aussi étendues à la capitale de la Corée du Sud, Séoul. Les leaders de l'opposition, Kim Dae Jung lui-même, Yun

Po Sung et Han Sok Hon, qui avaient auparavant formé l'Alliance nationale pour la démocratie et l'unité nationale, ont exigé la levée de la loi martiale. Le Nouveau parti démocratique (NDP), le seul parti d'opposition parlementaire, autrefois dirigé par Kim Dae Jung, s'est joint à eux.

Il semble que des divergences soient nées à l'intérieur du régime de Park, concernant l'attitude à adopter vis-à-vis de l'opposition grandissante, ce qui aurait finalement abouti à l'assassinat, le 26 octobre, de celui qui avait régné

en dictateur pendant 18 ans. Et quelle que soit la division au sein de la clique au pouvoir, une chose est certaine : la dictature d'un seul homme, vieille de 18 ans, est morte et avec cette mort, c'est tout l'appareil qui connaît une crise profonde et structurelle. La puissante clique militaire sur laquelle s'appuyait le dictateur Park et qui contrôlait presque toute la vie économique et politique du pays, avec l'aide massive et le soutien des Etats-Unis, n'est pas à l'abri de cette crise.

et pour réorganiser la hiérarchie militaire ébranlée par la division qui s'était produite après la mort du dictateur. En bref, c'était une tentative de créer une autre dictature militaire avec un nouveau leader, Chon Doo Hwan.

## LA DIVISION AU SEIN DE L'OPPOSITION

Alors que le gouvernement contrôlait le processus de «démocratisation» engagé en façade, les politiciens de l'opposition s'efforçaient de suivre le courant avec des propositions modérées, entretenant ainsi l'illusion d'une «démocratisation». Kim Yong Sam, dirigeant du NDP, a déclaré en janvier 1980, dans une interview, que, «*puisque le régime de Park était mort, le NDP se devait de jouer un rôle de parti capable de gouverner afin de stabiliser la situation et abandonner son précédent rôle de parti d'opposition*». Kim Dae Jung, après sa sortie de prison, dit que sa proposition était de revivifier la constitution de 1963, rédigée par le premier gouvernement Park, et il souligna l'importance de la sécurité nationale face aux menaces communistes au Nord. Des rivalités personnelles entre les deux opposants démocratiques bourgeois a conduit à une rupture sur le choix du candidat à la présidence pour l'élection à venir. Kim Dae Jung, qui est considéré comme le candidat le plus susceptible de bénéficier d'un soutien populaire, a quitté le NDP et s'appuie sur une formation extra-parlementaire, l'Alliance nationale. De février à avril 1980, les deux Kim ont fait une large tournée à travers tout le pays. Du côté du gouvernement, Kim Jong Pil, dirigeant du DRP, a aussi commencé une grande campagne pour la présidence.

## COUP D'ETAT AU SEIN DE L'ARMEE

Après la mort de Park, l'actuel président Choi Kyu Hwa a annoncé un train de «mesures démocratiques» sous contrôle militaire, et qui comprenait une révision de la constitution et la promesse d'élections, tout en proclamant par ailleurs la loi martiale sur tout le pays, excepté l'île de Cheju, c'est-à-dire qu'à l'exception de l'île de Cheju, l'instauration de la loi martiale donne tous les pouvoirs militaires au commandement militaire mais laisse tout le pouvoir civil au gouvernement.

Les forces d'opposition, regroupées autour de l'Alliance nationale, ont réclamé la tenue d'élections présidentielles dans les trois mois afin de former un gouvernement démocratique. Elles ont tenu un premier rassemblement public, le 24 novembre, dans l'église de Myongdong, à Séoul, qui fut suivi d'une manifestation importante exigeant une démocratisation immédiate. Du côté du parti au pouvoir, le Parti républicain démocrate (DRP), Kim Jong Pil a été choisi comme président en remplacement de Park. Kim était considéré comme un dirigeant «libéral», capable d'entreprendre un certain nombre de «réformes démocratiques» afin de répondre aux pressions exercées par les USA pour effacer l'image sanglante de la dictature en Corée du Sud.

Après avoir été élu président selon la Constitution *Yushin* existante, c'est-à-dire celle imposée par Park, Choi Kyu Hwa a levé le célèbre décret présidentiel numéro 9, le 8 décembre, et a libéré la plupart des détenus politiques, excepté ceux emprisonnés sous le coup de la Loi anti-communiste. Kim Dae Jung est sorti de prison et de nombreux étudiants et leaders de l'opposition sont retournés à leurs universités. Le célèbre poète dissident, Kim Chi Ha, est resté, lui, emprisonné.

Moins d'une semaine après cette première «mesure démocratique» prise par le nouveau régime, se dé-

couvrit soudain un coup d'Etat militaire à Séoul. Le 12 décembre 1979, le major-général Chon Doo Hwan, commandant en chef de la sécurité et un des plus extrémistes, dont on disait qu'il était un des plus proches partisans de Park Chung Hee, prit le contrôle total de l'armée en arrêtant son rival, le général Ching Seung Hwa, responsable de la loi martiale et chef des personnels de l'armée. Pour réaliser ce coup d'Etat, Chon avait mobilisé la IXe Division sans le consentement préalable du commandement militaire US et il dut engager le combat avec les troupes fidèles à Ching Seung Hwa. Le ministre de la Défense, Ro Jae Hyun, fut aussi limogé et, après une série d'arrestations au sein de la hiérarchie militaire, Chon Doo Hwan est en définitive devenu l'homme fort de la Corée du Sud.

Ce coup représente une attaque d'importance de la clique militaire dirigeante pour rétablir son contrôle sur la situation politique bouleversée par l'assassinat de Park



Ces nouveaux regroupements politiques, combinés au retour des emprisonnés sur les campus et le regain de vie dans les universités qui s'en est suivi, ont créé une atmosphère de «printemps démocratique» en Corée du Sud. Mais ce processus est à double sens.

## LA CRISE DE L'ECONOMIE SUD-COREENNE

Le mythe du développement ininterrompu de l'économie sud-coréenne est déjà une image du passé. Les 18 années de domination de la dictature Park ont en fait créé une expansion assez rapide de l'économie par la concentration des investissements sur les industries tournées vers l'exportation. Une grande partie de l'accroissement du produit national brut, au cours de la dernière décennie, était due au développement de ces exportations, y compris celles des produits fabriqués dans plusieurs zones libres. Cette croissance, bien qu'elle se soit développée rapidement dans les pays du sud-est et de l'est asiatique, a eu des effets limités sur le niveau de vie des masses sud-coréennes qui ont été soumises par les entreprises multinationales à une exploitation très dure pour des salaires de misère. La contradiction entre la croissance d'une économie tournée vers l'exportation et la crise du monde capitaliste a été accentuée par la récente crise de l'énergie. Après la disparition du dictateur tout-puissant, la contradiction est apparue au grand jour. Le taux de croissance du produit national brut, monté en épingle, va, selon les sources gouvernementales mêmes, passer de 7,1 pour cent en 1979 à 3 pour cent en 1980. Le chômage va dépasser 5,1 pour cent et les prix des produits de consommation vont augmenter de 40 pour cent. Pour répondre à la crise qui touche le secteur économique vital, les exportations, le nouveau gouvernement a dévalué la monnaie de 19,8 pour cent en janvier 1980. Cette mesure va accroître le déficit de la balance des paiements qui a déjà atteint 4000 millions de dollars en août 1979.

Au cours des événements, la classe ouvrière sud-coréenne est apparue pour la première fois sur le devant de la scène. Avant la mort de Park, il y avait déjà eu plusieurs exemples de luttes ouvrières au cours desquelles les militants s'étaient affrontés à l'appareil de répression et avaient été amenés à se lier aux autres forces de l'opposition, notamment aux chrétiens. En août 1979, environ 170 ouvrières de la *YH Trade Corporation*, à Séoul, ont fait grève et un sit-

in au siège du NDP. Toutes ont été arrêtées après l'intervention violente de la police qui a fait de nombreux blessés parmi les ouvriers et les membres du NDP.

Les principales revendications des ouvriers sud-coréens portaient, en dehors de celles concernant des augmentations de salaires et les libertés démocratiques, sur le renvoi de la direction syndicale jaune de la Fédération coréenne du travail. Au cours de toutes les grèves, ce ne fut pas la police, mais la direction de la Fédération qui a payé des bandes d'assassins pour briser les grèves.

La chute de Park a été certes un encouragement pour les travailleurs opprimés depuis si longtemps. En avril 1980, pour la première fois, des ouvriers ont occupé leur usine et ont essuyé de violentes charges de la police. Le 21

avril, environ 4000 mineurs de la ville de Sabuk, au nord-est du pays, se sont mis en grève, exigeant 45 pour cent d'augmentation des salaires. Rendus furieux par l'acceptation par la direction syndicale d'une augmentation de 20 pour cent, les mineurs ont affronté les forces de police locales qui essayaient de protéger les dirigeants syndicaux et, le lendemain, ils occupaient toute la ville dont la population compte environ 7000 habitants. L'occupation a duré quatre jours et, plus tard, au cours du même mois, une usine sidérurgique était occupée à Pusan. Dans tous ces cas, les travailleurs ont réussi à obtenir la satisfaction de leurs revendications, grâce à ces nouvelles formes de luttes dures. Et c'est ce développement des luttes ouvrières qui effraie le nouveau régime des Chon Doo Hwan et Choi Kyu Hwa.

## LA PREMIERE EPREUVE DE FORCE

Le 14 avril 1980, le président Choi Kyu Hwa a nommé Chon Doo Hwan, directeur de l'Agence centrale de renseignements coréenne (*KCIA*). Le poste était vacant après que le précédent directeur ait assassiné Park. Grâce à cette nomination, Chon ressert son contrôle sur les services secrets à la fois militaires et civils et sur l'appareil de sécurité; il devient ainsi l'homme le plus puissant du régime militaire sud-coréen. C'est aussi une mesure que le régime prend afin de se préparer à une éventuelle montée du mouvement de masse exigeant plus de libertés démocratiques. Il était clair que cette nomination du militaire du plus haut grade à la direction de la *KCIA* visait à annuler toute forme de «démocratisation», même en cas de levée de la loi martiale, car il est encore possible de contrôler le pays avec la puissante machine que représente la *KCIA*, qui a toujours été le principal instrument de répression contre les opposants.

Les étudiants furent les premiers à se mobiliser contre cette mesure. Le 1er mai, plusieurs milliers de manifestants à Séoul et à Dejon ont exigé l'abrogation de toutes les survivances de l'*Yushin*, voulant dire par là de tout le système de lois mis en place par l'administration de Park, à l'aide de l'*Yushin* (constitution). Ils savaient déjà que l'actuelle «démocratisation» n'était qu'un écran de fumée destiné à cacher la mise en place

d'une autre dictature militaire à la tête de laquelle on trouve Choi Kyu Hwa et Chon Doo Hwan.

Les étudiants sont descendus dans les rues pour la première fois depuis octobre dernier et les manifestations ont gagné les autres villes. Le nombre de manifestants augmentait de jour en jour. Les 14 et 15 mai, on atteint un sommet lorsque 50000 étudiants ont envahi les rues de Séoul, s'affrontant violemment aux forces de police anti-émeute et que 10000 autres manifestaient également à travers toute la Corée. Ce fut une action nationale bien coordonnée destinée à révéler la vraie nature de ce soi-disant régime intérimaire.

Face à une opposition sans cesse croissante, le gouvernement a étendu la loi martiale, le 18 mai, et a interdit toute activité politique, fermant les universités et les collèges et même le Parlement. En plus de Kim Dae Jung, Kim Jong Pil, chef du parti gouvernemental, le DRP, a aussi été arrêté pour «incitation au désordre», et le chef du NDP, Kim Yong Sam, fut placé en résidence surveillée. Le «printemps» sud-coréen semble ne pas avoir duré plus de 7 mois. Les étudiants paraissent avoir été réduits au silence. Mais ce n'était pas le cas. La proclamation de la loi martiale sur tout le territoire a abouti au soulèvement de Kwangju, l'occupation d'une ville de 750000 personnes par 200000 manifestants en armes, et ce pendant 10 jours !

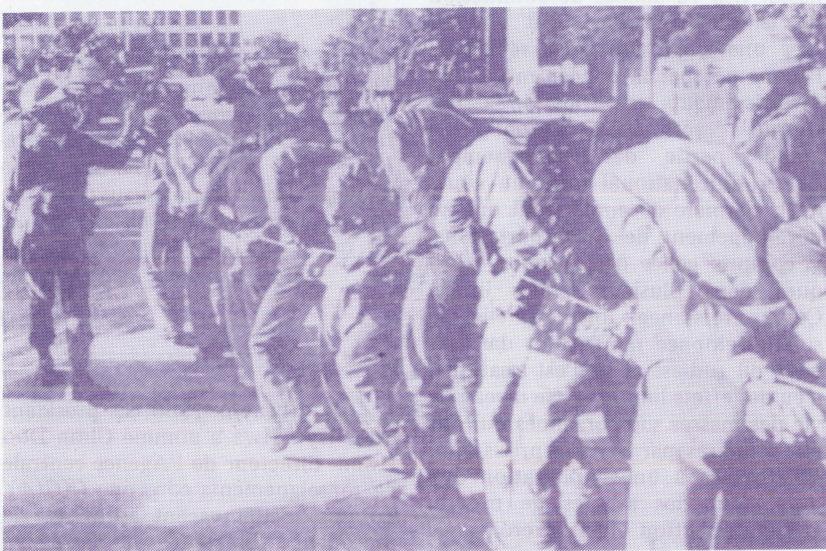
## ET MAINTENANT ?

Il est vrai que le soulèvement de Kwangju reflète l'antagonisme existant entre les provinces de Cholla et de Kyongsan. Park Chung Hee, originaire de la province de Kyongsan, avait consolidé son pouvoir dictatorial en favorisant les habitants de sa propre province. Ceux qui venaient de la malchanceuse province de Cholla se voyaient refuser les mêmes avantages dans tous les domaines et ils devinrent même la cible d'une répression particulière, dans le cas, par exemple, de Kim Dae Jung, ancien candidat à la présidence. La répression sanglante menée par les troupes de parachutistes avait soulevé la colère du peuple de Kwangju. En outre, la ville de Kwangju a un long et héroïque passé de résistance à l'occupation japonaise.

Mais le sens du soulèvement de Kwangju dépasse largement les contradictions provinciales. C'est la première fois que presque toute la population d'une ville s'est jointe aux étudiants et a avancé les mêmes revendications démocratiques. C'est la première fois que les habitants et les étudiants ont attaqué les arsenaux militaires et se sont emparés de toutes sortes d'armes

pour les distribuer. Malgré leur défaite, face à des troupes importantes et bien entraînées, leur résistance héroïque contre la nouvelle dictature militaire a élevé le niveau de la lutte de classe en Corée du Sud. Lié à une montée de la combativité des masses ouvrières sud-coréennes, la lutte du peuple de Corée du Sud semble être entrée dans une nouvelle phase et une nouvelle épreuve de force est prévisible. Bien qu'il soit trop tôt pour prévoir les rythmes des prochains développements, une chose est certaine : ce sera la classe ouvrière, avec les

étudiants, qui sera au premier rang des confrontations à venir, et non pas les politiciens démocrates bourgeois. Et la direction qui se créera à travers de telles confrontations de classe soulèvera certainement la question la plus fondamentale en Corée du Sud, celle de l'unification de la péninsule coréenne. Comme le poète dissident Kim Chi Ha, qui est toujours en prison, l'a souligné un jour : « *Le printemps à Athènes devrait être suivi et sera certainement suivi par un printemps à Prague. Ainsi c'est toute la péninsule coréenne qui verra le printemps* ». □



Chine

# Le néo-malthusianisme du PCC

Kai CHANG

Le gouvernement de Pékin a imposé des mesures encore plus strictes pour contrôler la croissance démographique en Chine afin d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé l'an dernier : réduire le taux de croissance naturelle de la population à 1% en 1979, 0,5% en 1985, pour arriver à 0% à la fin du siècle (ce qui signifierait que le

nombre des naissances serait égal à celui des morts). Un tel plan affectera la vie de la majorité de la population, le développement économique et enfin l'antagonisme entre le PCC et les masses. L'importance que le PCC accorde à la question démographique est un signe de l'échec de l'ensemble de sa politique; mais les mesures qu'il a choisies pour mettre en place un système de contrôle des naissances, laissent présager qu'il y aura d'autres échecs à l'avenir.

Chacun de ces aspects a son importance. L'homme est avant tout un producteur; or la richesse matérielle qu'il crée dépasse de beaucoup ses propres besoins en consommation. Le taux de croissance des biens de production est en général plus rapide que celui de la population. Etant donné le progrès scientifique, une pénurie de biens de subsistance ne peut, en aucun cas, être due à une croissance démographique trop élevée. Aussi si la production matérielle baisse, il faut en chercher la cause dans le système politique et social. Quand la productivité est liée aux rapports de production et que celle-ci stagne, alors en même temps apparaissent dans la société un surplus de population laborieuse, le chômage, la pauvreté, la famine et même des guerres. Aussi pour venir à bout de ces problèmes, il faut libérer la productivité de toute entrave.

## LES THEORIES SUR LA DÉMOGRAPHIE

Engels avait montré que la production sociale comportait deux aspects:

« — d'une part, la production des biens de subsistance (la nourriture, l'habillement et le logement

et par conséquent les outils nécessaires à leur production)

« — d'autre part, la production des êtres humains eux-mêmes, c'est-à-dire la reproduction de l'espèce. » (1)

La théorie malthusienne de la population est une théorie réactionnaire:

1) Malthus soutenait, à tort, que la population croît selon une progression géométrique, alors que la production matérielle croît, elle, selon une progression arithmétique, ce qui provoque un déséquilibre entre les deux.

2) Il en déduisait que ce déséquilibre engendrait inévitablement des fléaux tels que le chômage, la famine et la misère et que leur véritable cause était en fait la croissance démographique; il déchargeait ainsi le système capitaliste de toute responsabilité.

3) Il considérait que cette contradiction entre la croissance démographique et celle des biens de subsistance ne serait résolue qu'en limitant la croissance démographique par la contraception, le mariage tardif, le célibat, l'avortement, voire les guerres, la peste et la famine.

Bien entendu les marxistes ne nient pas la nécessité du contrôle des naissances à un certain stade du développement de la société, quand il y a surpopulation. Par

ailleurs, élever trop d'enfants c'est aussi une tâche pénible pour les femmes, et dans les pays économiquement développés, les femmes recourent généralement volontairement au contrôle des naissances. Mais, comme pour l'amour et le mariage, la décision d'avoir ou non un enfant et de quand on veut l'avoir, ainsi que tout ce qui a rapport à la contraception et à l'avortement, devraient être totalement du ressort de la personne concernée. Cette conception du contrôle des naissances et de l'avortement n'est donc en rien celle de la théorie malthusienne.

Vers la fin des années 50, la ligne du PCC était conforme à la position de Marx et Engels sur la question démographique. Le PCC critiquait le malthusianisme et déclarait que «plus il y a de mains, mieux on travaille». C'était là le produit du développement relativement rapide de la productivité et des besoins en main d'œuvre des années 50. Mais à partir des années 70, le PCC se rendit peu à peu compte de la pression démographique et commença à parler de la limiter. Cela reflétait la stagnation de plus en plus grande du développement économique en Chine et le frein qu'exerçait le régime politique sur le développement économique.

*frein au développement des sciences et de la culture nationales... Dans notre pays, à l'heure actuelle, ...plus de 50% des jeunes diplômés pour leur entrée dans le système scolaire secondaire, ne peuvent toujours pas y être admis, et seuls 5% des diplômés du secondaire ont accès à l'Université... Une des principales raisons qui explique ce retard en matière d'éducation, ainsi que les difficultés à trouver un emploi, c'est la surpopulation et la vitesse de la croissance démographique.»*

Cependant, quelle est l'augmentation réelle du nombre d'étudiants qui se destinent à des métiers scientifiques et techniques depuis 20 ans ? Les statistiques officielles montrent qu'en 1958, il y avait 660000 étudiants dans le système scolaire supérieur, et 1470000 élèves dans les écoles professionnelles (3). En 1978, malgré une très forte augmentation des élèves du primaire et du secondaire, seuls 850000 jeunes reçurent un enseignement supérieur, ce qui représente une augmentation de 28,8% par rapport à 1958 (en 1977, il y en eut seulement 620000, c'est-à-dire encore moins qu'en 1958). Dans les écoles professionnelles, en 1978 il y en avait 880000 (et seulement 680000 en 1977) et même si on y inclut les 550000 élèves des universités gérées par les usines et des universités «sauvages», les chiffres de 1978 restent toujours inférieurs à ceux de 1958 (4). Parmi les deux catégories d'étudiants, il n'y a pas eu d'augmentation entre 1958 et 1978, ou tout au plus une très

#### UNE EXPLICATION OFFICIELLE HYPOCRITE

Aujourd'hui les explications que donne le PCC sur le «contrôle de la population» ressemblent fort à la théorie malthusienne. Il exagère l'effet de frein qu'aurait la croissance démographique sur le développement économique. Le vice-président Chen Mu-hua, chargé du contrôle de la population, écrivit dans un article célèbre que «pour mettre en œuvre les 4 modernisations, il faut un contrôle et une planification de la croissance démographique», article qui fut publié dans le *Quotidien du Peuple* du 11 août 1979. L'article regorgeait d'arguments faisant de la croissance démographique la principale responsable de la lenteur, voire la stagnation du développement économique, du bas niveau de développement des sciences et de l'éducation, enfin du niveau de vie des gens.

Pour commencer, Chen considérait qu'au cours des 30 dernières années, «l'évolution de la Chine, qui était à l'époque un pays pauvre et désolé, est loin d'être satisfaisante. A cela, il y a des raisons historiques, des raisons politiques et des raisons démographiques». En énumérant ainsi, sans distinction, ces «raisons», on vise à donner l'impression

que la «raison démographique» joue un rôle identique dans l'explication du bas niveau de développement de la Chine. Mais quand on se penche sur l'étude, faite par Chen, de l'écart croissant entre le PNB per capita de la Chine et celui du Japon, on voit que le facteur déterminant dans l'évolution économique, la croissance du PNB et l'accumulation rapide du capital, c'est le rythme de développement de la production industrielle et agricole (2).

L'article de Hu Qiao-mu du 6 octobre 78, publié dans le *Quotidien du Peuple*, donne une vision plus juste de la question. Hu fait remarquer qu'en Chine dans les 20 dernières années, «la croissance industrielle était uniquement, ou tout du moins dans sa majeure partie, le résultat d'une augmentation de la main d'œuvre» et non pas de la productivité du travail; en 22 ans, la production céréalière «n'a crû que parallèlement à la population et à la consommation industrielle en céréales»; cette grave situation vient des «faiblesses de notre travail».

Chen poursuivait ainsi : «En second lieu, notre croissance démographique trop rapide est aussi un

1) Engels: «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat», préface à la première édition.

2) L'article de Chen donnait les chiffres suivants: le PNB per capita pour la Chine et le Japon était respectivement de 28 dollars et 195 dollars en 1950, c'est-à-dire qu'il était 6 fois plus élevé au Japon qu'en Chine. En 1976, il passa respectivement à 139 dollars et à 4193 dollars, c'est-à-dire 29 fois plus au Japon qu'en Chine. Durant ces 26 années, la croissance démographique en Chine et au Japon fut respectivement de 67 % et 36 % (la population japonaise passant de 83200000 à 113080000). Même si le taux de croissance démographique au Japon était le même qu'en Chine, le Japon aurait toujours un revenu per capita 23 fois et demie supérieur à celui de la Chine, ce qui signifie que l'écart des PNB per capita entre les deux pays a été multiplié par 3 en 26 ans. Ceci est bien la preuve que l'argument de Chen selon lequel la responsabilité incombe au taux de croissance démographique trop élevé, ne tient pas debout.

3) Chou En-lai, «Ten Great Years»; voir Joint Publishers, «Ten Glorious Years», page 30.

4) Pour les chiffres de 1978, voir le «Quotidien du peuple» du 28 juin 1979, déclaration du Bureau gouvernemental des statistiques.

faible augmentation. La raison principale ne peut évidemment pas en être attribuée à la croissance démographique; il s'agit donc d'une erreur de la part du PC chinois en matière d'éducation et de développement scientifique. Comme le disait Deng Xiao-ping, depuis longtemps *«les dépenses pour l'éducation, le progrès technique, la culture et la santé sont trop réduites et insignifiantes. Certains pays du Tiers Monde attachent même plus d'importance à ces questions que nous. L'Inde dépense plus que nous pour l'éducation»* (5). Cela contredit les explications de Chen qui déclarait: *«Étant donné que notre pays repose sur des bases faibles, la part du produit national consacrée à l'éducation ne peut être que limitée.»*

Plus loin, l'article de Chen continuait: *«Troisièmement, une croissance démographique rapide empêche l'amélioration des conditions de vie de la population... la pression actuelle de la demande sur le marché reflète l'insuffisance de la production mais aussi la pression démographique.»* Pourtant les chiffres officiels montrent que la population chinoise a augmenté de 78% en 30 ans, c'est-à-dire à un taux de 2% par an; par ailleurs, la valeur totale du produit industriel et agricole a décuplé au cours de la même période; la production industrielle ayant, à elle seule, été multipliée par 30. Au moment du 30<sup>e</sup> anniversaire du «Jour National», Yeh Jiang-ying annonça que la production céréalière avait été multipliée par 1,7; que les biens immobiliers des entreprises de propriété collective, avaient été multipliés par 24, et que le taux annuel moyen de croissance industrielle était de 11,2% entre 1952 et 1978. Face à ces chiffres, de combien ont crû la consommation céréalière, le niveau de vie et d'emploi? Penchons nous sur l'emploi. Les emplois dans les entreprises de propriété collective représentent deux fois leur niveau d'il y a vingt ans (6) et 2,7 fois ce niveau si on prend en compte les 20 millions de travailleurs de coopératives. Quand on compare à l'augmentation des biens immobiliers, l'écart est vraiment important!

Chen faisait remarquer que *«dans un pays peuplé de 900 millions d'habitants, une augmentation même minime des besoins des gens aboutit à des chiffres considérables»*. Elle passe délibérément sous silence le fait qu'une augmentation même minime de la production, débouche elle aussi sur des quantités considérables.

Chen réfute l'argument selon lequel *«notre pays est vaste et riche en ressources; aussi la solution c'est de développer la production»*, citant



l'exemple d'une exploitation agricole: *«A cause de la croissance accélérée de la population, la terre cultivée per capita se réduit de plus en plus. En 1949, c'était de l'ordre de 3 mous (15 mous valent 1 hectare) mais aujourd'hui c'est passé à 1,55 mous... Il faut de gros investissements et du temps pour défricher les terres non cultivées.»* Examinons encore une fois les faits: du fait de la guerre contre le Japon et de la guerre civile qui s'ensuivit, les exploitations agricoles couvraient en 1949, 1,4 milliard de mous. En 1952, elles s'étendirent jusqu'à 1,6 milliard de mous et à 1,677 milliard en 1957 (7). Mais au cours des vingt années qui suivirent, la surface des terres cultivées retomba, de fait, à 1,5 milliard de mous (8). En outre, ces chiffres datent de la période où on proclamait que *«les céréales, c'est la solution politique clef»*, et où on avait réduit la surface des terres réservées à la sylviculture et l'élevage. Chen devait, sans doute, être au courant de cette réduction de la surface des terres cultivées au cours des 20 dernières années, néanmoins, il continuait de disculper la direction du PCC et de faire retomber la responsabilité sur la *«croissance démographique trop rapide»* et le manque de temps. N'est-ce pas là un mensonge criant visant à tromper les gens?

Tout ceci est bien une preuve que le PCC ne cherche pas de véritable solution au problème de la «surpopulation» sinon il corrigerait ses erreurs et les dommages que celles-ci font subir au peuple, afin de permettre le développement rapide de la production. Au contraire, le PC en est réduit à camoufler ses erreurs et à se dédouaner de ses responsabilités en inventant toutes sortes de justifications. Ceci ne facilite pas la recherche d'une véritable solution au problème démographique.

## LES MESURES PRISES

Malheureusement la gravité du problème ne se situe pas seulement sur le plan théorique mais surtout sur le plan des mesures pratiques mises en vigueur. En dépit de la déclaration du 11 février du *«Quotidien du Peuple»* qui affirme que la croissance démographique ne pourra pas être jugulée par de *«simples mesures administratives et par la coercition»*, c'est pourtant précisément la démarche qui a été adoptée.

Dans le même article, Chen proposait que *«la législation soit élaborée de telle sorte que les mesures économiques nécessaires prennent la forme d'un système de récompenses et de punitions»*. Les couples ayant un seul enfant seront récompensés par des avantages matériels, par contre, une taxe sera prélevée dès le troisième enfant et sur les suivants.

Dans la ligne de ces recommandations, des mesures furent décidées au plan local. Ainsi, en général l'homme et la femme mariés doivent payer chacun 10% de leur salaire pour chaque enfant après le second, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 16 ans (14 ans dans certains en-

5) Discours de Deng Xiaoping du 16 janvier 1980; voir la revue «Zheng Ming» de mars 1980, page 15.

6) voir note 3 page 31, et note 4. Si les chiffres donnés par le Bureau gouvernemental des statistiques incluent ceux employés dans les institutions de l'Etat, alors le chiffre n'est que le double de celui de 1958.

7) Chiffres officiels pris de «Ten Years of CCP Rule», page 79.

8) Voir «China Handbook», page 213, éditions «Hong Kong Ta Kung Pao».

droits). D'autre part dans les campagnes, le troisième enfant ne reçoit aucune parcelle de terre en son nom propre, ni de soins médicaux gratuits. Au niveau du logement, il n'est prévu aucun aménagement supplémentaire pour le loger, enfin il faut payer deux fois plus cher pour le nourrir. Dans certaines usines de Canton, les couples qui attendent un enfant avant d'avoir obtenu le certificat de mariage doivent payer, hommes et femmes séparément, 30% de leur salaire de base «comme taxe pour une grossesse hors planification». En outre, pendant 3 ans, ils ne bénéficieront d'aucune prime, d'aucune assurance sur le travail, d'aucun congé annuel ni de temps libre pour allaiter les nourrissons, et pour finir n'auront pas les soins médicaux gratuits. De même la garde des enfants leur reviendra deux fois plus cher.

A Shangai, un nouveau règlement stipule que les «étudiants et les apprentis ne peuvent se marier sous peine de renvoi».

Dans un but «préventif», dans de nombreuses entreprises, les travailleuses sont soumises à des examens réguliers pour détecter d'éventuelles grossesses. Quand l'une d'entre elles est enceinte, on la «persuade» d'avorter. Comme les décisions pour le contrôle des naissances viennent d'en haut, les cadres de la base ont recours à des mesures coercitives pour les appliquer. Par exemple, les journaux rapportent que les cadres du canton de Changan, dans la province du Shensi, après avoir été critiqués par leurs supérieurs entreprirent «une offensive de dix jours pour le contrôle des naissances» au début du mois de décembre de cette année : «on imposa des avortements et des stérilisations forcées aux femmes qui provoquèrent de nombreux troubles physiques et psychiques. Beaucoup de gens en furent nerveusement éprouvés».

A la suite d'une enquête, le *Quotidien Xian* révéla que dans le canton de Changan, «en 10 jours, plus de 4000 avortements furent pratiqués. Certaines brigades de production et de communes eurent recours à des ordres coercitifs ce qui eut un très mauvais effet. Beaucoup de femmes, pour échapper à ces mesures allèrent se réfugier chez des parents hors de Changan, soit disant pour leur rendre visite.»

Les premières statistiques révélèrent que grâce à cette campagne de «promotion enthousiaste» du PCC, en début février de cette année, environ 5 millions de couples, en âge de procréer, avaient obtenu un certificat d'enfant unique ce qui ne représente qu'à peu près 30% de ces couples.

Dans la Chine d'aujourd'hui, en particulier à la campagne, les familles désirent, en général, plusieurs enfants pour les raisons suivantes :

- 1) L'agriculture repose toujours en grande partie sur le travail humain, et plus les familles ont de mains pour travailler, plus leur revenu est élevé.
- 2) Les communes rurales et les brigades de production offrent très peu d'assistance aux personnes âgées qui, de ce fait, dépendent de l'aide et du soutien de leurs enfants et petits enfants.
- 3) Pour des raisons de goût personnel, ou à cause de conceptions traditionnelles ou d'habitudes, les couples qui ont deux filles (ou deux garçons) désirent un fils (ou une fille).
- 4) Les équipements médicaux, la prévention et le traitement des maladies restant inadéquats, la mortalité infantile existe toujours; aussi les couples qui n'ont qu'un enfant, craignent de se retrouver un jour sans enfant du tout.

Le contrôle des naissances ne pourra progresser que s'il y a une éducation idéologique, si les besoins sociaux sont mieux pris en charge, si l'hygiène et la santé sont renforcées, la garde des enfants et l'assistance aux personnes âgées améliorées, et qu'il soit possible de se procurer des moyens contraceptifs efficaces, sans dangers, simples et bon marché, et enfin quand il existera un personnel médical qualifié s'occupant plus particulièrement de la santé des femmes.

Cela ne s'obtiendra pas d'un seul coup. Cela requiert une propagande et un travail d'éducation patients, des fonds et des ressources matérielles alloués par le gouvernement en quantité suffisante. Pourtant, le PC chinois se contente de donner quelques instructions générales qui sont appliquées de façon administrative, sans se soucier ni des conditions de production, ni des besoins sociaux ou de la conscience, des désirs et des besoins du peuple. Cela est source de difficultés et d'inquiétudes pour la population, et donc de résistance et d'opposition. Au niveau de la production cela provoque le développement de la passivité et d'une contradiction croissante entre les dirigeants et les exécutants.

Cette réaction de mécontentement et de résistance au sein de la population s'est vérifiée lors du bilan sur le mouvement pour le contrôle des naissances de l'an dernier. Les objectifs fixés ne furent pas atteints. Mais officiellement on déclara que



le taux de croissance naturelle de la population avait atteint les 1,17 % originellement fixés. Pourtant dans certaines provinces, comme le Guangdong, il a atteint 1,6 %.

Le PCC dut déjà s'affronter à la passivité et à la résistance de la population quand il imposa de force la mise en place des communes, le «Grand Bond en avant», le mouvement des mini hauts-fourneaux dans les villages, l'envoi des jeunes lycéens et étudiants dans les campagnes. Mais il ne sait pas tirer les leçons du passé, et aujourd'hui encore il lance, de force, un mouvement pour le contrôle des naissances. Il faut donc s'attendre aux pires conséquences. Il faut s'opposer résolument à ces mesures déraisonnables. Il faut le retrait de toute mesure coercitive en matière de contrôle des naissances. Ceux qui ont été «punis» ou réprimés doivent être indemnisés pour les dommages qu'ils ont subis. Chaque personne doit avoir la liberté de choisir elle-même ce qui concerne la maternité et la contraception, et ceci s'applique aussi pour l'amour et le mariage. Ce n'est pas au gouvernement à intervenir arbitrairement dans ces domaines.

La question démographique prouve une fois de plus que le système bureaucratique chinois est la principale source des maux dont souffrent les masses chinoises. Ce n'est qu'en éliminant cette source qu'on arrivera à une solution définitive du problème démographique et de tous les autres problèmes en Chine.

5 avril 1980. □

## Liberté pour les militants du PRT emprisonnés

le PRT, section mexicaine de la IVe Internationale, a organisé le 5 juin dernier une manifestation devant le ministère de l'Intérieur pour exiger l'amnistie de ces camarades. Par ce communiqué de presse, le PRT alerte l'opinion publique internationale et le mouvement ouvrier et révolutionnaire sur le sort des

camarades Juan Islas, Arturo Gallegos et Aquilino Lorenzo. Leur libération serait une victoire de l'ensemble du mouvement pour la libération des prisonniers politiques et pour l'amnistie générale au Mexique avec l'aide de ses alliés partout dans le monde.

JUAN Islas et Arturo Gallegos, prisonniers politiques détenus à la prison de Santa Maria, sont à nouveau victimes d'une série de vexations de la part des autorités. A l'interdiction de toute lecture politique ou autre, s'ajoutent aujourd'hui la suppression des visites et la nourriture avariée.

Après un mois d'interdiction de visite pour les membres du PRT, le vendredi 23 mai, une commission du parti a pu les rencontrer. Cependant, les autorités de la prison, par leur présence constante, ont empêché toute libre communication. Tout à coup, Islas a dit : *«Il faut que vous exigiez une autopsie»*, et Gallegos a ajouté : *«Vous n'accepterez jamais que nous ayons pu nous suicider. Nous ne nous suiciderons pas»*.

Cela est révélateur de la situation difficile dans laquelle se trouvent nos camarades. On peut dire, sans exagérer, qu'il est très probable qu'on tente à nouveau de les assassiner.

Comme on le sait, en 1979, un plan avait été mis en place pour les faire assassiner par un prisonnier de droit commun de la prison d'Acapulco qui dénonça, lui-même, ce plan. Plus tard, à Santa Maria, on apprit qu'un demi-million de pesos était offert pour ce «travail», soi-disant par les proches de Margarit Saad que nos camarades sont accusés d'avoir tué; voilà une explication facile de leur disparition en prison ! Sous prétexte de les protéger, les autorités de la prison les ont isolés du reste des prisonniers. Cependant, cet isolement s'est accompagné d'une série de pressions psychologiques. Les contacts avec l'extérieur ont été supprimés : interdiction de visite et de lecture.

Des médicaments provoquant un état dépressif ont été administrés à Juan Islas. Aujourd'hui, on leur sert de la nourriture avariée ce qui peut être un moyen de les empoisonner.

Islas et Gallegos font partie de la cinquantaine de prisonniers politiques qui n'ont bénéficié d'aucune mesure d'amnistie. Leur détention est, avant tout, liée au mouvement de guérilla de l'Etat de Guerrero. De fait, il y a quatre prisonniers politiques qui sont détenus dans ces conditions et dont la vie est constamment menacée. Ce sont, outre Islas et Gallegos, Aquilino Lorenzo Avila et Octaviano Santiago Dionisio, ces deux derniers sont détenus à Acapulco. Aquilino Lorenzo est, lui aussi, membre du PRT.

Les difficultés rencontrées pour obtenir leur libération sont dues à diverses pressions exercées, en particulier, par le gouverneur Figueroa. La vengeance de ce gouverneur et du gouvernement fédéral en général s'est acharnée sur ces quatre camarades pour tenter de briser la résistance héroïque des masses qui ont dû supporter, ces dix dernières années en particulier, l'occupation militaire de toute la région. La situation de Guerrero et le fait qu'il y ait une centaine de disparus reflètent à la fois la volonté de répression du gouvernement et la capacité de résistance et la combativité de tout un peuple.

Le mouvement pour l'amnistie a obtenu, à plusieurs reprises, le démenti de Figueroa qui s'acharnait à affirmer qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques à Guerrero. C'est ainsi que la libération de camarades, comme Eloy Cisneros, Alejandra Cardenas, Aroon Demesa et Antonio Hernandez, a été obtenue. Pour cette raison, il ne serait pas étonnant, à quelques mois de la fin du mandat de Figueroa, que soient préparés de nouveaux assassinats.

De plus, dans le cas des camarades Gallegos et Lorenzo, on veut les punir de vouloir continuer la lutte. Venus de différentes organisations de guérilla aujourd'hui disparues, ils ont choisi de rejoindre le PRT. Bien que le gouvernement prétende laisser toute liberté à l'opposition et reconnaître ses droits, dans le cas du PRT comme pour toutes les autres organisations démocratiques, ouvrières et révolutionnaires, la réalité est tout autre. Non seulement il n'a pas reconnu au PRT tous ses droits en tant qu'organisation politique, mais de plus il maintient en prison trois de ses membres.

Les camarades Islas, Gallegos et Lorenzo sont détenus depuis plus de cinq ans. Ils ont subi des tortures et des pressions psychologiques, non seulement lors de leurs arrestations, mais aussi pendant toute la période de détention «légale». Ce sont les prisonniers politiques condamnés aux peines les plus lourdes : trente ans pour Islas et Gallegos et dix-huit ans pour Lorenzo. Ce sont les représentants du peuple d'une des régions les plus combattives et qui a subi la plus forte répression. Ils incarnent aussi la négation des droits démocratiques les plus élémentaires, ces droits qui sont niés aussi bien à ces camarades qu'au parti dont les membres emprisonnés se voient interdire toute lecture, toute correspondance, tout droit aux exercices physiques ou même à sortir au soleil, tout droit de recevoir des visites personnelles ou politiques. De plus, on leur a refusé d'être transférés à la prison d'Acapulco. Pour toutes ces raisons, ils sont le symbole de la lutte pour la libération de tous les prisonniers politiques et pour l'amnistie générale.

Mexico, juin 1980